

## Que veut Moscou ?

par Victor LAROCK

Ce que veut l'U.R.S.S. dans le Proche et le Moyen-Orient, est-ce l'apaisement ? Ou une extension d'influence, par les encouragements à la revanche et les fournitures d'armes aux pays arabes ?

Les déclarations de Kossyguine et les vues qui se reflètent dans la presse soviétique ne permettent pas de dire quelle tendance prédomine. On se rappelle qu'à la dernière réunion du bureau politique, groupé autour de la « troïka » directoriale, l'ensemble de la situation avait été discuté sans qu'on pût savoir si l'unanimité s'était faite sur une ligne déterminée.

Il a cependant paru, dans une publication de Moscou, liée au pouvoir comme elles le sont toutes, des observations bien intéressantes sur les leçons que la R.A.U. devrait tirer de sa défaite. On devrait apprendre au Caire, dit en substance cette publication (Za Roubiejom, « A l'étranger »), que l'arabisme le panislamisme, l'antisionisme et la guerre sainte ne coïncident pas exactement avec ce « socialisme » dont le pouvoir égyptien se réclame. Toute une évolution est indispensable, une révolution reste à faire...

Voilà qui est puissamment raisonné. Puissamment et judicieusement. Les plaies de l'Égypte ne se réduisent pas à la jalousie qui la ronge devant la relative prospérité d'Israël.

C'est la misère croissante des fellahs du Nil, chaque année plus nombreux et moins nourris.

C'est la servitude d'une population fanatisée dans le culte du chef.

C'est l'analphabétisme, l'inaptitude au progrès, la soumission de la masse aux propriétaires qui l'exploitent et aux militaires qui l'oppriment

Il s'est trouvé en Occident une « intelligentsia » soudaine et communisante pour reprendre la partie de Nasser, « champion du progressisme ». Les Soviétiques ne voient aucun inconvénient à la propagation de ces sonnettes ; mais quant à les prendre eux-mêmes au sérieux !... Le jour où il existera un parti communiste en Égypte comme il en existe un en Israël, les perspectives seront peut-être plus claires.

En attendant, l'État de Nasser est au bord de la faillite et menacé de famine. L'U.R.S.S. ne peut guère lui fournir le blé et les vivres dont il a besoin. Au moins devrait-elle suspendre les livraisons d'armes.

Une politique d'apaisement consisterait à s'associer, d'une manière ou de l'autre, à une aide humanitaire organisée à l'échelle mondiale. L'Égypte n'en serait pas seule bénéficiaire. Dans la plupart des autres pays arabes, la grande

richesse des possédants côtoie l'extrême pauvreté du grand nombre et les conditions élémentaires d'une vie décente y sont délibérément ignorées.

L'Assemblée générale des Nations Unies est un théâtre où peuvent se nouer et se dénouer plus d'une péripétie sans grande conséquence. C'est au Kremlin que sont prises les décisions d'ensemble et à long terme.

L'apaisement n'impliquerait pas seulement la cessation de la belligérance et la reconnaissance de l'État d'Israël par tous ses voisins. Les tracés de frontières peuvent faire l'objet d'arbitrages et de cautions internationales, à régler avec le temps. Mais c'est dans chacune des capitales arabes que la volonté soviétique de paix est appelée à se manifester efficacement.

A cette politique apaisante et souplement réaliste les Soviétiques peuvent évidemment préférer celle qu'avait choisie Staline lorsqu'il déclara : « Israël est une colonie en Afrique du Nord, une participation dans le Conseil d'Alger, et le contrôle des Dardanelles.

Il s'agirait alors d'entretenir dans tout le Proche-Orient une compétition de type impérialiste, qui créerait en permanence un danger d'affrontement, sans la moindre certitude d'un revirement chinois.

... Dans les Mémoires de Lord Moran sur Winston Churchill, on lit ce qui suit, à la date du 6 février 1945 :

« Les sentiments vagues et les aspirations à la liberté des petites nations — il s'agissait alors de la Pologne comme il s'agit maintenant d'Israël — n'ont aucun sens pour Staline... Il a dit hier : « Ce qui nous intéresse, ce sont les décisions, les discussions ne nous intéressent pas. »

« ...Nous sommes allés à Sébastopol en voiture. Je remarquai que personne n'écouterait ce qui se disait. Ils étaient tous occupés à regarder un crâne et des vertèbres éparpillés sur le sol. Quelqu'un poussa le crâne du pied, et murmura : « Est-ce un crâne allemand ou un crâne russe ? »

Un mois après les rapides combats du Néguev, les Supergrands auront-ils assez le sens du relatif pour s'entendre sur les solutions qui peuvent concilier les aspirations des combattants d'hier : chez les uns, le désir de liberté et de sécurité et, chez les autres, moins conscient mais non moins profond, le sentiment du sort implacable auquel ils étaient sacrifiés ?

Tandis qu'au Vietnam il dépend des États-Unis que les hostilités cessent et que les négociations commencent dans le Proche-Orient c'est de l'Union soviétique surtout que l'on attend les décisions propices à la coexistence.

« Bueno será que nos absten-gamos de seguir los consejos de los que nos estimulan a revisar los principios del Socialismo científico en que inspiró Pablo Iglesias su propaganda y actuación, tanto más cuanto que es ya claro y notorio que entre los críticos de Pablo Iglesias, como entre los críticos de

Carlos Marx, podrá haber ex-cepto realmente algún hombre de verdadera inteligencia ; pero lo que en realidad abunda son los tontos y los pillos, que muchas veces son tontos además, porque eso de que todos los pillos son listos constituya también una vieja patraña. »

Julian BESTEIRO

## De la magia negra de las Cortes a la aportación de la Iglesia a la lucha de clases

Por Rocha ALBA

Me daba pena; nunca he visto un espectáculo tan deprimente como una sesión, cualquiera de ellas, de las Cortes españolas. Salvo quizá el dogmático y alucinante Fueyo Alvarez, a ningún otro procurador o ministro puede considerarse como orador político. No saben hablar en público. No repentin, desconocen el valor de la palabra en función parlamentaria. La polémica que instituyó Sócrates dentro de la oratoria, es algo tan esotérico en España que en algunos aspectos podemos considerar a sus miembros como cofrades de la ciencia oculta. En este caso, el ocultismo es ignorancia y torpeza manifiestas. Comparado con un debate en la Asamblea francesa o la Cámara de los Comunes, donde surge la interpe-lación y el destallante o enjudo-sio discurso al filo de los proble-mas que se abordan, la parodia española es una bufonada humillante ante el mundo. Aquí, el parlamentarismo democrático está condenado a pena de muerte, en tanto que se ensaya el diti-rambo mutuo, la fe desnuda, sin argumentos válidos, en el me-sías todopoderoso.

Nosotros, espectadores pasivos, podemos sonrojarnos de vergüenza, pero los procuradores aplauden, se levantan, extienden el brazo, jalean una prolifera y mostrenca peroración cual si estuvieran condicionados por la voz de un cabo furriel. Porque la dictadura significa precisamente eso : la sociedad de los cabos furrieles. No cuenta la cultura, la investigación, el impulso vital, sociopolítico, hacia un mañana mejor, democrático y fecundo. La dictadura se fundamenta en unas reglas; o sea, el mesianismo, la puerilidad, el fraude permanente. Que nadie espere una protesta viril, razonada, desde los bancos que, en tiempos republicanos y también monárquicos, sirvieron para representar genuinamente al pueblo a través de ideologías insertas en la Democracia: Prieto, Azaña, Gil Robles, Cánovas, Salmerón, oradores que dejaron huella en la Historia. A veces, ciertamente, evocar es poner un jalón para crear el Estado de todos los ciudadanos. Los procuradores nombrados por el régimen, sin embargo, no hacen otra cosa que arrimar ascuas al barril de pólvora que separa a las dos Españas. Por eso rechazamos terminantemente la sistemática de los cruzados que, poniéndonos la espada en el pecho, preconizan la violencia con el fin de mantenerse donde están.

El ministro Carrero Blanco es un cruzado. Su discurso de anoche, leído monorrítmica y aburridamente, ha sido un rollo de tomo y lomo. No creo que haya un buen estómago capaz de digerirlo. Por lo pronto, de nuevo ha dicho que no hubo guerra civil entre españoles, sino una cruzada contra el comunismo internacional, puesto que Moscú se había apoderado de España. En esto es fiel a su procedencia de origen, lo que debemos agradecer en lo que vale. Los rojos mataron a tantos curas, el Gobierno republicano ordenó el asesinato de Calvo Sotelo, las escuadras de José Antonio se lanzaron a la calle para defender el honor de España. Todo estereotipado, falso, encubridor de sus propios

crímenes, para terminar pidiendo un voto unánime a la representación familiar, igual que el ministro de Justicia y Solís Ruiz lo obtuvieron a sus leyes de libertad religiosa y del Movimiento. Discursos, los tres, torpes sobre argumentos cerriles, leídos sin gracia, sin estilo, sin un resplandor, a mil millas de distancia de la verdad y del bien decir.

Observamos, pues, que los programadores actuales del concubinato Moscú-Madrid continúan engañando al pueblo, pretendiendo inculcarle que el insignificante sector comunista constituyó y constituye la única fuerza que se halla frente a la dictadura. Lo ha repetido el ministro subsecretario de la Presidencia. Los periódicos han seguido la misma línea, de forma que publicaron información sobre un mitin organizado en París por los comu-

nistas en solidaridad con los trabajadores españoles encarcelados y deportados, pero han callado el acto verificado en la Sala de Congresos de F.O., de París, dispuesto por los socialistas y la C. I. O. S. L. La denuncia presentada por ésta contra la presencia en la O. I. T. de seudo-sindicalistas de la Falange, ha sido a su vez conculcada, pues se publicó aquí que era una maniobra comunista, cuando, que nosotros sepamos, la C.I.O.S.L. es una organización sindical libre, internacional, vinculada al socialismo democrático.

No nos extraña. El cerco del silencio que se ha impuesto a los demócratas es característico de los regímenes dictatoriales. Lo que debe importarnos es romperlo con nuestro esfuerzo perseverante y estar siempre so-

(Pasa a la pág. 6.)

## EL CUADRO NACIONAL

Por César BARONA

OTRA DE LAS CENSURAS hechas por Marx en las glosas, comentarios, o notas puestas al margen del programa de Gotha, se refiere a la caída del partido obrero en el nacionalismo burgués siguiendo las normas establecidas en dicho programa: « ¿ A qué el Partido obrero alemán reduce su internacionalismo? A la conciencia, dice Marx en las citadas notas, de que el resultado de su esfuerzo « será la fraternidad internacional de los pueblos ». De las funciones internacionales de la clase obrera alemana, ni una palabra ».

Indudablemente, el proletariado debe luchar en el terreno nacional hasta conseguir ser la clase dirigente de la nación. Los trabajadores para lograr sus reivindicaciones y evitar la competencia entre ellos, deben organizarse primero en el terreno local, después en el regional y nacional, para terminar en el internacional. Los trabajadores tienen que luchar en el dominio nacional contra sus clases pudientes para poder vencer. La lucha de clases es nacional en cuanto a la forma, los obreros tienen enfrente a sus capitalistas nacionales, pero es cuanto al contenido de esa lucha es internacional, es un fenómeno social, según explica « El Manifiesto Comunista ». La nación, o cuadro nacional, entra en la lucha económica de los Estados, en la lucha internacional ; en la época del mercado mundial, de la división internacional del trabajo, resulta imposible colocarse como protección las fronteras, ya sean los capitalistas o los trabajadores, para evitar la competencia de los otros. « A causa de la explotación del mercado universal. — dice « El Manifiesto Comunista » —, la burguesía ha hecho cosmopolita la producción y el consumo de todos los países. Con gran sentimiento de los reaccionarios, ha quitado a la industria su carácter nacional. » En el último siglo el capitalismo ha hecho una realidad las re-

laciones internacionales y los trabajadores tienen que enfrentarse con una clase pudiente internacionalizada, con lo que los mismos se convierten, cada día más, en una clase internacional. El capitalismo ha hecho de la nación un trampolín o un medio para su expansión. Se ha servido de ella para obtener de los obreros, especialmente de las atrasadas o de las colonias, la expansión necesaria a su desarrollo. Por eso el capitalismo se ha hecho nacionalista cuando le ha convenido, siendo siempre internacionalista en el fondo de sus realizaciones. El proletariado, por las razones antes apuntadas, dada la división internacional del trabajo, lo mismo que sus intereses profundos, tiene que ser internacionalista, sobre todo, cuando el capital multiplica su acción en ese terreno, ya sea a través de los monopolios o enteras sociedades de diferentes países.

Pero existen todavía naciones oprimidas por otras y así vemos que unos países imponen a otros ya sean la lengua, las costumbres, la cultura, la religión, etc., y en estos casos los trabajadores tienen que operar en favor de los pueblos oprimidos :

« La supremacía del proletariado — dice « El Manifiesto Comunista » — hará que desaparezca totalmente ; y la acción combinada del proletariado, al menos el de los países civilizados, es, una de las primeras condiciones de su emancipación. A medida que se suprima la explotación del hombre por el hombre, se abolirá también la explotación de las naciones por las naciones. La hostilidad de las naciones entre sí desaparecerá al mismo tiempo que el antagonismo de clases dentro de cada nación ».

Por eso los trabajadores unen a su internacionalismo la lucha en favor de los pueblos oprimidos.

# A propósito de una huelga

Por Adolfo LLOPIS BRAVE

Hace algún tiempo, más de trescientas españolas ocupadas en una fábrica de Hannover se declararon en huelga. Primero fueron tres las españolas que se negaron a trabajar, luego se sumaron a ellas otras quince y finalmente siguió el resto. Sobre este gran gesto de solidaridad se ha escrito y se ha hablado mucho, pero ningún comentario ha prestado atención a un aspecto muy interesante: ¿Por qué nuestras compatriotas perdieron la huelga? Según el periódico comunista « Libertad », la perdieron « por complicidad de los funcionarios franquistas con los explotadores alemanes ». Más no dice sobre el particular el mencionado periódico. En cuanto a la prensa falangista, nadie puede sorprenderse de que su único afán haya consistido en destacar simplemente que unas españolas se quedaron sin sus puestos de trabajo por haber ido a la huelga. Más aclaraciones no eran necesarias, pues el interés de los fascistas está precisamente en que el lector se desoriente y llegue a la « consoladora » conclusión, muy beneficiosa para el régimen de Franco, de que no sólo en España, sino también en Alemania y en general en todas partes « cuecen habas », es decir, son tomadas medidas de represalia contra los huelguistas. ¿Es esto cierto? Vamos a verlo aprovechando la actualidad que presta al asunto el incidente de Hannover.

Como consideración más elemental asoma primeramente la de que en Hannover no se ha incoado ningún sumario contra nadie. Mal podrían las autoridades judiciales dar un paso de esta naturaleza cuando ni en el Código Penal alemán, ni en ninguna ley especial, está prevista la huelga como delito. No está prevista en ningún caso y bajo ningún pretexto como delito, al contrario de lo que se establece en la legislación franquista, donde existen sobrados recursos para que cualquier huelguista tenga que comparecer ante un Tribunal de represión si las autoridades quieren. La legislación de un país democrático como Alemania, en cambio, no ve en la huelga un atentado contra la Sociedad, sino un derecho cuyo ejercicio debe ser garantizado a todos los ciudadanos en situación de asalariados, aunque muy bien puede ocurrir, y las españolas de Hannover son un ejemplo, que la negativa a trabajar se lleve a cabo en condiciones tales, que le ofrezca al capitalista la posibilidad de despedir de la empresa a sus autores, en el acto, e incluso con pérdida de sus vacaciones anuales. ¿Un castigo? Estos efectos estarían evidentemente en pugna con el derecho de huelga si invariablemente se produjeran. Sin embargo, he aquí que lo normal es que no se produzcan.

Efectivamente, nadie puede ser despedido de su trabajo por su participación en una huelga declarada por el sindicato. Llegamos con esto a un punto decisivo: Tiene que ser el sindicato quien declare la huelga. ¿El sindicato? Aparentemente esta doctrina sirve, en cierto modo, para justificar las persecuciones contra los obreros que en España intervienen en huelgas, pues ninguna de ellas es proclamada por las organizaciones del señor Solís. Pues bien, en primer lugar conviene insistir en que nunca la huelga constituye en Alemania un acto delictivo. Si los obreros de una determinada empresa toman fuera del sindicato la decisión de no trabajar, cometen una acción equiparada por la Ley a una ausencia injustificada del trabajo, motivo por el cual el empresario está autorizado para despedirles alegando una violación de las obligaciones contractuales contraídas frente a él. Estas huelgas, llamadas en Alemania « salvajes » y a las que en español podríamos denominar « ilícitas », producen pues unas consecuencias jurídico-laborales, pero eso es todo. Ni encarcelamientos, ni deportaciones, ni multas, ni ninguna secuela de carácter penal y represivo traen consigo.

Por otra parte, el monopolio sindical para declarar huelgas ilícitas tiene que ser visto en re-

lación con la libertad de asociación, garantizada por la Constitución de la República Federal en su art. 9, donde se dice que « el derecho a fundar asociaciones para la defensa y mejoramiento de las condiciones laborales y económicas, está garantizado para todo el mundo y para todas las profesiones ». En virtud de esta disposición han sido creados los sindicatos existentes en la actualidad y en todo momento pueden surgir nuevas organizaciones si estos sindicatos pierden la confianza de los obreros, con la particularidad, claro está, que no toda organización que se presente como sindicato tiene que serlo necesariamente. Uno de los requisitos imprescindibles es que la organización esté dispuesta a utilizar la huelga como instrumento de lucha pacífica y así conste en sus Estatutos. La voluntad de ir a la huelga en caso de necesidad apreciada por los afiliados y sólo por ellos, además de responder a un derecho democrático reconocido como inviolable, constituye, pues, una característica que sirve, según la doctrina vigente en Alemania, para distinguir a un sindicato de otras asociaciones. ¿Más características? Una de ellas es la de que la organización debe mantenerse con sus propios medios y sin subvenciones de nadie, constituyendo además otro punto que vale la pena mencionar aquí, el de que en Alemania nunca sería reconocida como sindicato una asociación en la que figuraran empresarios y obreros.

Como se ve, la titularidad del derecho a declarar huelgas, atribuida sólo a los sindicatos, presupone que éstos han de reunir una serie de condiciones que garanticen su autenticidad. A las ya indicadas conviene añadir otra de primerísimo rango: El poder de decisión debe estar en manos de los afiliados. Una organización, por ejemplo, cuyos dirigentes fueran nombrados desde fuera y sin intervención de los afiliados, aparte de no ser reconocida como sindicato, en Alemania sería declarada fuera de la Ley por violación de los principios democráticos, constatación de la que se desprende que los « sindicatos verticales », según las normas generalmente admitidas, se encuentran fuera de la Ley desde que aparecieron. Pero dejante esto a un lado, todo lo dicho hasta ahora ofrece suficientes puntos de referencia para comparar y llegar a la conclusión de que las organizaciones de Solís, de sindicatos no tienen ni un pelo. ¿Qué importancia tiene esto para el problema de la huelga? Mucha. Es un problema que no podemos considerar separadamente.

En la actualidad se habla mucho de una nueva « Ley Sindical » en España. No sería nada sorprendente que en ella se estableciera la posibilidad de que los « Sindicatos Verticales » declaren huelgas. Uno de los requisitos que distinguen a las organizaciones sindicales de verdad quedaría así aparentemente cumplido. Aparentemente. Pero, ¿y los otros? En llegando a este punto, hay que admitir en honor a la verdad que los « sindicatos » del régimen simple han cumplido religiosamente el requisito, al que nos referíamos antes, de mantenerse con sus propios ingresos, sin necesidad de aceptar subvenciones de nadie, a pesar de que los gastos no son pequeños si se considera la formidable legión de funcionarios más o menos activos, más o menos reales, que figuran en su generosa nómina. Este tanto se lo apuntamos a su favor, pues. ¿A su favor? Aquí surge la objeción de que si la afiliación no fuera forzosa, sino voluntaria, existen motivos bastante fundados para pensar que los tales « sindicatos » no ingresarían ni para pipas, una suposición, o mejor dicho, certeza, que nos lleva a darnos de frente con el fundamental problema de la falta

de libertad de asociación en España y con el otro problema, también fundamentalísimo, de la nula intervención de los trabajadores en la vida de las falsas organizaciones sindicales franquistas. En España, mientras perdure semejante situación, no podrá haber un auténtico derecho de huelga por más « concesiones » que al respecto se saque el régimen de la manga, pues, el ejercicio de este derecho no es posible si los obreros no disponen de sindicatos propios que actúen conforme a sus deseos.

Decía el « 7 Fechas » en un número anterior que « nosotros sabemos el protocolo que se exige para que en Alemania haya una huelga de trabajadores, pero nos lo callamos ». El « protocolo » consiste simplemente en celebrar una votación, una vez fracasadas las negociaciones con la parte empresarial, para que los afiliados decidan si quieren o no ir a la huelga. Pero es posible que el periódico falangista en su afán por borrar diferencias que ponen en evidencia a la mala causa que defiende, se refiera a otra cosa. Imaginemos que un sindicato ha firmado un convenio colectivo sobre salarios. ¿Qué ocurre en este caso? Pues que antes de que caduque dicho convenio la organización no puede ir a la huelga para tratar de mejorar las condiciones salariales contenidas en él. Sobre el sistema de los convenios colectivos cabe discutir, pero hay que atenerse a las consecuencias si se practica, la principal de las cuales es que los compromisos contractuales deben ser respetados, mientras que, por otro lado, las diferencias que puedan surgir en cuanto a la interpretación de la letra escrita, no pueden ser resueltas mediante medidas de lucha, sino mediante la discusión y si es preciso acudiendo a la Magistratura de Trabajo. Este es el « protocolo » que debe observar un sindicato con respecto a la huelga, hasta el extremo de que puede verse obligado a pagarle una indemnización a la parte empresarial si no se atiene a él. En cuanto a nuestras compatriotas de Hannover, al declarar una huelga estando vigente un convenio colectivo, incurrieron en una acción que ni siquiera el sindicato puede permitirse, con la añadidura de que actuaron por su cuenta. Aquí estamos en presencia de una huelga « ilícita » por partida doble, y en consecuencia, de una huelga que le proporcionó al empresario la oportunidad de deshacerse de un montón de gente que le sobraba.

Volviendo ahora a la afirmación del periódico comunista « Libertad », según la cual las españolas de Hannover perdieron la huelga por « complicidad de los funcionarios franquistas con los explotadores alemanes », hay que decir que el franquismo, por naturaleza, es cómplice de todas las causas injustas y de todas las indecencias e inmoralidades. Sin embargo, sería atribuirle una fuerza que no tiene pensar que está en situación de decidir sobre la victoria o la derrota de una huelga en Alemania. La huelga la tenían perdida nuestras compatriotas, con intervención o sin intervención de los franquistas y de la mismísima Madre de Dios, patrona de los Desemparados, desde el momento en que la declararon en unas circunstancias como las actuales, en que muchas empresas grandes, debido a la recesión económica por la que estamos pasando, pueden permitirse el lujo de desprenderse tranquilamente de varios centenares de obreros. ¿Cabría la posibilidad de un gesto de solidaridad del personal alemán que obligara a la empresa a ceder? Parece difícil contestar afirmativamente si se tiene en cuenta que ninguna, o casi ninguna, de estas españolas estaba ni siquiera sindicada. La solidaridad debe ser mutua y sólo es posible cuando cada

obrero está dispuesto a cumplir con su obligación. La conducta de las españolas de Hannover merece todos los elogios, porque con ella pretendieron ayudar a dos compañeras a las que consideraban injustamente maltradas. Tiene razón, en parte, el « Libertad » cuando dice que « estas chicas son dignas de la clase obrera a la que pertenecen, la clase obrera en lucha en nuestro país ». Pero no hay que pasarse por alto que la clase obrera española está luchando por el derecho a tener sindicatos propios y a asociarse libremente a ellos. Semejantes sindicatos existen en Alemania y el derecho a asociarse a ellos es también una realidad par cualquier obrero. ¿Por qué permanecen al margen muchos emigrados? La triste realidad es que no en todos los casos es seguido el ejemplo que nos da la clase obrera a la que pertenecemos.

Por estar hartos de verse atropellados por la canalla franquista, los obreros españoles quieren

sindicatos propios, lo cual significa que aspiran a disponer de unos instrumentos permanentes que les permitan llevar a cabo una acción constante, diaria y organizada, es decir, una acción bastante reñida con la actitud de los que pueden más y estallan, casi siempre a destiempo y sin ninguna eficacia. No es ésta la actitud que debe ser ensalzada como si en Alemania no existiera otra opción más rentable, sino la de quienes se incorporan al sindicato, asumen dentro de él responsabilidades y con su aportación contribuyen a arrancar una por una las raíces de la injusticia. ¿Hay que hacer una huelga? Se hace, pero para ganarla, cosa que requiere como principalísima condición que el autor de la misma sea una organización, un sindicato, porque sólo las decisiones tomadas por los obreros dentro de un sindicato ofrecen la garantía de una premeditación serena y de un estudio que excluyan las empresas descabelladas y condenadas irremediablemente al fracaso. El sindicalismo no quiere mártires. Quédesese eso para los que pretenden hacerle creer al prójimo que, « en el fondo », las democracias occidentales no se diferencian en nada del franquismo, para terminar finalmente sosteniendo la curiosa teoría de que la « democracia auténtica » está en la Rusia amiga del criminal dictador Nasser. Se les ve el plumero.

## Après l'entrevue Johnson-Kossyguine

aucune garantie pour l'avenir, je pense qu'Israël — s'inspirant de l'exemple historique donné par l'U.R.S.S. en 1956 concernant le retrait de l'armée rouge de Hongrie, décidé par les Nations Unies mais jamais exécuté par l'U.R.S.S. — ne retirerait pas ses troupes avant d'avoir obtenu des garanties contre une guerre de revanche des Etats arabes que l'U.R.S.S. semble favoriser par un réarmement massif de l'armée égyptienne et son projet de résolution à l'Assemblée générale des Nations Unies. Quant au droit qu'avait Nasser de bloquer le golfe d'Akaba, parce que le golfe se trouve dans les eaux territoriales égyptiennes, il suffit de se représenter les imprécations soviétiques, si la Turquie un jour blo-

quait pour l'U.R.S.S. et ses alliés le Bosphore et les Dardanelles qui se trouvent entièrement dans son territoire souverain ou si l'Angleterre bloquait le détroit de Gibraltar ? L'U.R.S.S., après avoir occupé et annexé des territoires finlandais, polonais, tchèques, prussiens et roumains et avoir absorbé les trois Etats baltes : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie à la fin de la dernière guerre mondiale, est bien malvenue de réclamer le retrait inconditionnel des troupes israéliennes aujourd'hui. Y aurait-il une morale et un droit internationaux pour les petits Etats qui ne s'appliquent pas aux grands ? « Selon que vous serez puissants ou misérables, les jugements de cour vous rendront blancs ou noirs » ! C'est toujours vrai, malheureusement.

JULES HUMBERT-DROZ.

## Bibliografía de la guerra civil española

— 2 —

- Almagro San Martín, M. de : « La guerra civil española ». — Buenos Aires, 1937.
- Alonso González, Bruno : « La flota republicana y la guerra civil de España ». — Méjico, 1944.
- Alvarez del Vayo, Julio : « Freedom's Battle (La batalla de la libertad) ». Knoff, Nueva York, 1940.
- « The last optimist » (El ltimo optimista). — Nueva York, 1940.
- « La guerra empezó en España ».
- Amador Carrandi, Florencio : « Ensayo bibliográfico de las obras y folletos publicados con motivo del movimiento nacional ». — Bermeo Vizcaya, 1940.
- American Democracy : « The Spanish hierarchy ». — Nueva York, 1937.
- Anderson, Jane : « Horror in Spain » (El horror en España). — The New York, 1938 (corresponsal americana durante la guerra).
- Anderson, Sven O. : « Spanien vantar » (España Espera). — Stockholm (Historia de los voluntarios suecos que lucharon con los republicanos durante la guerra civil).
- Andrés de Palma (seudónimo) : « Mallorca en guerra contra el marxismo ». — Palma de Mallorca, 1936.
- Andrés, Stefan : « Wir sind Utopia » (Somos utopía). — Piper, Munich 1951 (« Utopía », traducción francesa - Dd. du Seuil, Paris, 1952). « ...and Spain sings » (... y España canta). The Vanguard Press - New York, 1937. (cincuenta baladas de los leales, adaptadas por poetas americanos).
- Ansaldo, Juan Antonio : « ¿Para qué? » - Editorial vasca Erkin, SFL Buenos Aires, 1951. (Memorias y decepción de un combatiente franquista coronel de aviación).
- « Anthors take Sides », Londres, 1937.
- « Apelación a la conciencia universal sobre el caso de España ». — Zaragoza, 1937.
- « A qui la Victoire ? ». — Paris, 1937.
- Araceli, G. : « Valencia 1936 ». — Valencia, 1939.
- Araceli, Antonio : « Dolor y triunfo. Héros y mártires en pueblos de Andalucía ». — Barcelona, 1944.
- Aralar, J. de : « La rebelión militar española y el pueblo vasco ». — Buenos Aires, 1937.

# ASÍ VA ESPAÑA

## Luz roja para la economía española o del coñac a las responsabilidades

Las exportaciones de coñac en 1966 alcanzaron 132,2 millones de pesetas, por un total de 2.546.181 litros. En 1965 las cifras correspondientes habían sido de 147,2 millones por 2.915.177 litros. Por lo tanto, ni con el aumento de precio de una peseta por litro se ha podido compensar la baja en la exportación de coñac.

Un elemento más, uno de esos elementos que desde hace nueve meses se acumulan en el cielo de la economía española como nubarrones portadores de tormentas terribles.

Artime, en el semanario «Desarrollo» añade que los precios de los alimentos al por mayor han aumentado en un 5,9 por 100, y el índice general de precios al por mayor aumenta de 3,5 por 100...

El profesor Fuentes Quintana, de la Universidad de Madrid, director del servicio de estudios del Ministerio de Comercio ha dicho en una conferencia de prensa que España ha sido Europa occidental que ha sufrido la más fuerte subida del coste de la vida (un 50 por 100). También ha señalado que el déficit de la balanza de pagos sigue creciendo. A finales de abril, las reservas de divisas eran de 988,5 millones de dólares, habiendo disminuido en los 4 primeros meses de 1967 más que en todo el año 1966, es decir, de 216,8 millones.

En **LE SOCIALISTE** hemos mencionado ya que a tal situación no se prevé corrección por inversiones. Esto llega en mal momento. Cuando el turismo empieza a agotarse en su función de proveedor de divisas, cuando los otros países europeos pasan por situaciones económicas delicadas, cuando, por último la entrada en el Mercado Común parece cada día más necesaria, y cada día menos probable y más imposible.

«Ahora sí parece haberse encendido la luz roja para la economía española». Tal es la opinión de los economistas. Entonces, ante el aprieto del momento, frente a las inquietudes de los campesinos levantados, ya no se oyen palabras de autosatisfacción. Empiezan a surgir las preguntas insidiosas en los artículos, las amargas verdades en los discursos oficiales, las alusiones a responsabilidades.

Ejemplo de preguntas insidiosas, las que formula en sus crónicas de «La Vanguardia» Vicente Ventura:

«Los productores leen en los periódicos, por ejemplo, que las conversaciones se aplazan sine die... también les llegan otras noticias como, por ejemplo, que hay problemas extraeconómicos en juego...»

«¿Cómo puede pensarse que podemos vivir ajenos al propio continente, de donde vienen los turistas, a donde van los emigrantes, sin cuya corriente en ambos sentidos no tendríamos tantas divisas y tendríamos en cambio paro?»

«¿Qué quieren los del Mercado Común para dejarnos entrar?... Quieren que seamos iguales a ellos, que cumplamos las mismas condiciones que han cumplido ellos, que seamos menos «diferentes» —ya que hemos de vivir, convivir con ellos—, y si ahora no somos iguales que hace diez o veinte años, ni dentro de cinco o diez seremos como ahora, ¿por qué resistirse a las adaptaciones?»

Interesantes preguntas. Subrayamos que el periodista no dice que somos diferentes de hace treinta años, antes de la Cruzada, especifica bien la evolución en el marco del régimen actual.

Las amargas verdades son estas: «En resumen, que el agricultor, el exportador, el ciudadano

normal y corriente de este país, preponderantemente agrícola, de productos de exportación, que tiene su vía hacia el futuro más seguro en incrementar las producciones y exportaciones para convertirse en la «Huerta de Europa», empieza a sentir impaciencia. Piensa que, contra lo que algunas pretenciones y comentarios pretenden, somos nosotros los que necesitamos integrarnos en el Mercado Común, y no éste el que necesita que nos integremos.»

Otra verdad amarga: el señor García públicamente ha confesado que la estructura agrícola es «absolutamente anacrónica, incapaz de convertirse no sólo en el medio de vida que corresponde a la población agrícola de un país en desarrollo, sino ni siquiera en fuente de aprovisiona-

miento suficiente». Niega que «la idea de superponer una industria dinámica a una agricultura estática pueda conducir a un desarrollo satisfactorio de la economía». Parece que el señor «ministro» acaba de tropezar con el programa de la UGT y que descubre la verdad de sus afirmaciones.

Vemos por tanto llegar a la publicidad oficial constataciones que desde hace años los socialistas hemos previstos. Pero también sabemos que aunque la situación empeore, y así será, las preguntas no pasarán de ser formuladas insidiosas, que la audacia quedará limitada por los «intereses superiores» del régimen, y que no veremos contestación a cuestión tan interesante como la que se formula en «Desarrollo»: «El homo oeconomicus no tiene la culpa de regirse por el casi canonizado móvil del beneficio. La responsabilidad no es él; esta un poco más alta en la lista jerarquizada de los sujetos económicos».

desde ahora, han sido suspendidas las exportaciones.

El clima no ha sido muy favorable. Primero temperatura por debajo de la normal durante los meses de mayo y junio. Y luego lluvias abundantes que han dañado el fruto todavía en los árboles.

Como por otra parte, la política de transformación —mermeladas, jugos, etc.— no está coordinada como fuera necesario, los agricultores no pueden esperar de ella más que una ligera mitigación de las pérdidas.

Por otra parte, sin embargo, la cosecha de la patata ha sido muy abundante, lo cual no quiere decir que sea beneficiosa tampoco. La gran abundancia hace que se carezca de demanda con lo que los precios vienen a ser ruinosos, no cubriendo siquiera los gastos de las labores en la tierra.

Haya poco o haya mucho, la agricultura española no tiene arreglo. Siempre se sale perdiendo. La única solución está en una auténtica política agrícola. Su modernización y su explotación racional. Pero eso es demasiado para un Gobierno que tiene otras preocupaciones y beneficios a corto plazo.

## Acciones obreras

**Eibar.** — En la tarde del jueves 27 de junio se celebró una manifestación obrera formada por unas dos mil quinientas personas, que protestaron por la destitución del presidente de la sección Social Sindical, señor Babilio, que se había puesto de parte de los obreros en diversos asuntos sociales. Los manifestantes se dirigieron a la Casa Sindical con intenciones de penetrar en ella, pero fueron atacados por la fuerza pública, que los dispersó. Volvieron a reagruparse los obreros de nuevo, gritando «¡Libertad, libertad!» y «¡Sindicatos libres!» Otra nueva carga de la policía armada, que practicó tres detenciones, disolvió la manifestación.

**Barcelona.** — Ante la demora en poner en vigor el nuevo convenio colectivo, los empleados de la Compañía de Tranvías y Autobuses de Barcelona, han realizado durante dos días —el 23 y 24 de junio— la marcha lenta de los vehículos a su cargo. La dirección de la empresa, como primera medida, ha despedido a siete empleados.

**San Sebastián.** — La huelga que inició el 21 de junio último, los tres mil obreros de la empresa «Sociedad Anónima para la fabricación en España de neumáticos Michelin», enclavada en Lasarte, ha cesado el lunes día 3 de julio.

Comenzó el conflicto por haberse negado la dirección de la empresa a estudiar un presupuesto familiar que se le presentó el 26 de noviembre de 1966, teniendo en cuenta el aumento del coste de vida, por lo que se pedía una subida de salarios. Los obreros agotaron todos los procedimientos reconocidos como legales, ante de efectuar el paro. Actualmente, aunque el planteamiento que dio lugar a la huelga, sigue en pie, la decidida postura mantenida por los obreros puede que haga reflexionar a la empresa y a los sindicatos oficiales que hasta ahora se habían negado a declararlo conflicto colectivo.

## Calatrófico año para el albaricoque de Murcia

Si el año pasado fueron más de 10.000 toneladas la cantidad de albaricoques frescos que se pudrieron exportar, este año no correrá la misma suerte, pues,

## Crisis en las minas de carbón de Barruelo

Si los expedientes de crisis que continuamente se vienen produciendo en numerosas empresas medianas y grandes españolas, fuesen la consecuencia de un vasto programa de reorganización y modernización económica del país, «estarían, si no justificadas, pues el problema social que plantean es enorme y sobre todo no teniendo paliativo ni reconversión, por lo menos tendrían una explicación.

Pero esta explicación, ésta, que otras sí, no se encuentra por ninguna parte. Este es el caso, hoy de las minas de hulla de Barruelo de Santullán, «Minas de Barruelo, S. A.», con unas reservas aproximadas de 60 millones de toneladas de hulla, y que de llevarse a cabo el cierre dejaría en la calle a buen número de obreros, repercutiendo económicamente esta situación en toda la comarca en donde viven unos 12.000 habitantes.

Esta empresa fue constituida en 1922, con el fin de suministrar carbón a la Compañía de Hierro del Norte de España. Al electrificarse la R.E.N.F.E., una empresa asturiana se hizo cargo de estas minas.

Una modernización algo a la ligera de las instalaciones y cuando todos creían que las cosas iban a ir bien, se presenta este expediente de crisis que ha sumido en la inquietud a toda la comarca.

¿Qué pasará? Mientras tanto los obreros, hasta hace poco que separamos, no habían cobrado todavía la nómina del mes de mayo.

Sin embargo, cuando la compañía asturiana se hizo cargo de estas minas, se hicieron profundos estudios que demostraron la rentabilidad, si se modernizaba la explotación, de estas minas. Claro que esto no se ha hecho...

## Cinco militantes de la C.N.T. ante el Tribunal de Orden Público

Ante el Tribunal de Orden Público de Madrid, han comparecido el martes día 4, cinco anarquistas españoles, militantes de la C.N.T. Son los siguientes: Luis Andrés Edo, secretario de la C.N.T. de París; Antonio Cañete Rodríguez, Jesús Andrés Rodríguez Piney, Alfredo Herrera Dativo y Alicia Mur Sin, joven técnica en física electrónica. Como se recordará, los procesados se

trasladaron desde Francia a España, donde fueron detenidos el pasado mes de octubre.

Tenían proyectado raptar a un militar norteamericano, para lo que alquilaban un piso en Madrid donde, hacían los preparativos. Al ser detenidos se les encontró una pistola y una metralleta. Todos eran miembros de la Federación Ibérica de Juventudes Libertarias y pertenecían, dentro de ellas, al grupo «Primer de Mayo». A varios de los detenidos se les complicó, por parte de la policía, en el secuestro de monseñor Ussia, ocurrido en Roma, pero ello no ha podido ser probado.

Se les acusa, pues, de intento de secuestro de un militar norteamericano de alta graduación, de asociación ilícita, de depósito de armas, de uso de documentos de identidad falsos y de nombre suplantado. Luis Andrés Edo dijo ante el Tribunal que en el seno del movimiento libertario existiendo tendencias: una violenta y otra no violenta. El y sus compañeros se oponían al rapto que querían cometer otros elementos de la C.N.T., que fueron quienes dejaron en España, al huir al extranjero, las armas que la policía ha encontrado. «Lo que nosotros queríamos, dijo, es denunciar solamente por medio de una acción no violenta el peligro y la servidumbre que representan la presencia de bases americanas en España». Edo, añadió: «Quiero que los jueces sepan que cuando un libertario escoge la no violencia, es incapaz de tirar un solo tiro incluso si por la fuerza se le pone un arma en las manos».

El fiscal ha solicitado las penas siguientes: Para Luis Andrés Edo, Antonio Cañete y Alicia Mur, quince años y tres meses de prisión y 32.000 pesetas de multa; para Jesús Andrés Piney, seis años y medio de cárcel; y para Alfredo Herrera, seis años de prisión. Fueron defendidos por los abogados don Gregorio Peces Barba, don José Federico Carvajal, don Jaime Cortezo Velázquez Duro y don Alfonso Sevilla Casas. Entre los alegatos de su defensa, el señor Peces Barba preguntó: «¿Pertenece a una asociación legal en Francia, como lo es la C.N.T., constituye un delito de asociación ilegal en España?» La defensa solicitó la absolución para Cañete, Herrera y Rodríguez; para Edo, tres meses de arresto y multa de diez mil pesetas y para Alicia Mur tres meses de arresto y cinco mil pesetas de multa. El proceso quedó visto para sentencia, que se conocerá pasados unos días.

Asistieron al proceso como observadores extranjeros, Yves Dechezelles, de Francia; J.H. Van Wyck, de Bélgica; y Jean Rifford Thys, de Holanda; y lord Giggard, de Inglaterra.

## DE LA MAGIA NEGRA DE LAS CORTES...

(Viene de la pág. 1.)

bre los acontecimientos, no que nos desborden. Hay que demostrarlo en el mundo, a los españoles psicológicamente narcotizados, aunque sean tantos los obstáculos que derribar y que estamos demoliendo.

No obstante, nos cabe repetir la absoluta inoperancia y mediocridad de las Cortes españolas. Sus sesiones son tan rigurosamente tediosas y condicionadas, que los corresponsales extranjeros apenas las prestan atención. Por cierto que uno de ellos, acaso el de mayor solvencia por el periódico que representa, me hacía reflexionar, mientras tomábamos un café en la terraza de uno de los quioscos de la Cibeles, acerca de la posibilidad de que Fraga Iribarne sea elevado al Ministerio de Asuntos Exteriores. No cree que se produzca tal nombramiento, entre otras causas porque adolece de flexibilidad, tacto diplomático y temperancia para relacionarse con los periodistas internacionales, a los que considera vasallos sin derecho a consultar más que lo que él dictamine de antemano. A juicio de mi interlocutor, es más fácil que Fraga ocupe el Ministerio de la Gobernación, ya que así tendría en sus manos a los gobernadores civiles, la fuer-

za policiaca y los jefes provinciales del Movimiento, convirtiéndose en el hombre fuerte dentro de la dictadura, para dar el salto en el momento en que el Príncipe desaparezca del tablado. Esa es la intención que guía sus pasos, obsesivamente preocupado por su triunfal carrera cerca de la corte del frustrado faraón. Puede decir como el autor predilecto de la burguesía perezosa y egoísta, Alfonso Paso, que prefiere un aplauso de Encarabajillo de Abajo mejor que ganar laureles en París o Nueva York. Tal es la mentalidad media de ese subproducto nacional germinado durante los largos años del oprobio franquista.

Ea califonívico no es mía; lo he recogido de labios de un joven jesuita. No me ha sorprendido su léxico. Está en el ambiente, sobre todo en las zonas industriales de Vizcaya y Guipúzcoa, de cuyas parroquias son los 75 sacerdotes detenidos meses atrás. «Allí, con motivo de los sucesos del Primero de Mayo, tuve ocasión de hablar con los párrocos, todos jóvenes, de numerosos feligresías. Y puedo asegurarle a usted, Rocha, que se expresaban con mayor ardor revolucionario que los dirigentes obreros».

Esta afirmación del correspon-

sal no me hizo cavilar demasiado. La mutación, el cambio fundamental de la Iglesia española es evidente; no quiere saber nada del pasado político. Su penetración militante en los medios obreros obedece a un signo social, pero también político, con el fin de lavar las ropas, tan manchadas, de la Iglesia identificada con la injusticia. No sabemos si cuenta con el apoyo del Vaticano o es el impulso vital de sacerdotes que se han concentrado ante el despotismo de la dictadura. Sea como fuere, lo que no se puede ignorar es su desarrollo como fuerza viva frente al régimen. El hecho de expresarse en términos revolucionarios o casi marxistas es sintomático del tiempo social que vivimos. A los obreros que se manifiestan pidiendo libertad, democracia y mejores jornales se les castiga duramente, con mayor motivo si programan la acción reivindicativa. A los sacerdotes también se les persigue, pero la Policía y los Tribunales de Orden Público tienen que andarse con mucho cuidado porque la Iglesia, «mutatis mutandi», conserva el poder que se arrojó en 1939. Este aspecto parece consustancial para analizar la aportación religiosa a la lucha obrera actual.

## RELACION DE ALGUNOS DE LOS EN LOS QUE ANDA METIDA DESDE

### Nicolás Franco Bahamonde

Casado con Isabel Pascual de Pobil, es por consecuencia, cuñado de Manuel Coca García, miembro de la potente e influyente familia de Salamanca que domina el grupo de empresa de la Banca Coca. Ha sido embajador y, anteriormente, consejero de su hermano. Hombre oscuro, pero que ha gozado de mucha importancia sobre todo cuando el régimen daba sus primeros pasos. Es procurador en Cortes, inspector general del Ministerio de Marina y muchas otras cosas más: «Cobra de veinte sitios a la vez». De todos los «Franco» es el que mejor ha aprovechado su situación para mezclarse abiertamente con el mundo de los negocios. Hoy ocupa una alta función en las Finanzas. Nicolás Franco forma parte de diez Consejos de Administración, de los cuales preside siete; es, naturalmente, el accionario mayoritario o el más influyente; incluso puede que en este caso ambas cosas se identifiquen, es vicepresidente de dos y consejero administrador general de los otros. Resumiendo, es un hombre fuerte del mundo de las finanzas.

Si consideramos las fechas de fundación de las empresas que más abajo damos, todavía se pueden sacar conclusiones mucho más interesantes. Ocho de las diez sociedades de las que Nicolás Franco es miembro han sido creadas después de 1940. En 1945 entró en el Consejo de la Compañía Transmediterránea, que había sido fundada en 1916, y en 1953 en el de la Compañía Española de Seguros, creada en 1927. Como puede verse, la potencia económica de Nicolás es posterior a 1940. Más precisamente: es posterior a 1950.

Su biografía, poco clara en líneas generales, es turbia en cuanto se refiere al mundo de las finanzas. Ha estado mezclado en un oscuro asunto de divisas. Mientras que su hermano Francisco estaba en Barcelona, fue interrogado durante seis horas. En esta ocasión, dos de sus íntimos colaboradores —los Monsalve— que figuraban en varias sociedades de las que Nicolás era presidente del Consejo de Administración, acabaron en la cárcel.

Su nombre ha figurado también en el asunto de «Manufacturas Metálicas Madrileñas S.A.», empresa de la que fue consejero, luego, vicepresidente

y finalmente presidente. Fue precisamente durante la «ascensión social» de Nicolás que «Manufacturas» elevó su capital de 25 a 1.047,2 millones de pesetas. En un plazo de cinco años (de marzo de 1953 a enero de 1958) el capital pasó de 60 millones de pesetas a 1.047,2, es decir, que se multiplicó por 16. Esta política de crecimiento masivo del capital da lugar a muy importantes especulaciones. La caída en flecha de «Manufacturas» tuvo lugar cuando nuestro héroe era su presidente.

En la circunstancia, Nicolás Franco Bahamonde nos ha demostrado que es incapaz de dirigir una empresa. Lo que no impidió que algunos accionistas de «Manufacturas» sostuviesen que esta orientación había sido buena, por lo menos para éste último. Puede decirse que, en general, ha sido la persona más conforme a las ideas que sostiene la familia.

Nicolás Franco Bahamonde es: Presidente de: Hispano Diesel, S.A. «Hidisa» (Auto), de Madrid; Presidente de Fabricación de Automóviles Diesel S.A. «Fadisa» (Auto); Presidente de «F.A.S.A.», de Valladolid; Presidente de Aluminio Ibérico S.A., de Madrid; Presidente de la Compañía Naviera Transportes y Pesca S.A., de Barcelona; Consejero Administrador de la Compañía Transmediterránea, de Madrid; Vicepresidente de Frigoríficos de Barcelona, de Barcelona; Presidente de Productos de Aluminio y Magnesio, de Madrid; Vicepresidente de la Compañía Española de Seguros, S.A. «CESS SA», de Madrid; Presidente de Servicio Públicos, Barcelona.

### Nicolás Franco Pascual de Pobil

Hijo de Nicolás, era presidente y consejero delegado de la sociedad Lavamat (máquinas) creada en Madrid en 1962 con un capital de 25 millones de pesetas. Las funciones que ocupa en esta empresa le sirven de experiencia antes de acceder a otros puestos más importantes o cuando llegue el momento de la sucesión.

Sobrino de su Excelencia, muere en 1964. En esta fecha era:

Vicepresidente de Cerrajería Son Antonio S.A., de Pamplona; Consejero de la Empresa Nacional Elcano (navegación), de Madrid; Consejero de la Empresa

Frecuentemente venimos denunciando la corrupción que impera entre los más encumbrados personajes del régimen franquista. Corrupción que ha alcanzado tal amplitud y tal altura, se ha hecho tan consubstancial con el sistema, que difícilmente se encuentra un jerarca, alto cargo, mandamás o cruzado que haya resistido al contagio de esa peste, azote de la nueva clase surgida en la sociedad española: la de los usufructuarios de la Cruzada. Pero no cederemos en nuestras acusaciones.

Ciertamente que esto se sale del marco político o ideológico en que nos gusta movernos; ni siquiera vale argüir simples razones de patriotismo o del buen uso del derecho de ciudadanía. La cosa es bastante más elemental a la vez que desagradable. Obramos así por asepsia, en interés de la salud y de la moralidad públicas; más aún, para advertir a la gente honesta y limpia contra la inmundicia.

No hace mucho tiempo reproducimos aquí un documento de la mayor trascendencia, que circulaba ya por España, redactado por la «Comisión Nacional de Responsabilidades», del que hemos seleccionado hoy algunos párrafos. En él se daban pruebas de la insaciable avaricia materialista de la «primera» familia de la Nación, y de cómo se aprovechaba de su poder para, en desatada francachela de venalidad, entregarse a la concusión, al tráfico de influencia y al nepotismo. De esa manera y por esos procedimientos, la «primera» familia se ha situado entre las primeras familias de mayor dominio económico-financiero del país.

Nacional Radio Marítima S. A. (Teléfonos), de Madrid; Consejero de Hispano Radio Marítima S. A. (teléfonos), de Madrid.

### Carlos Franco Salgado

Ocupa un puesto en las tres empresas de la I. N. L. (las tres últimas); dos de ellas habían sido fundadas antes de 1940, no obstante entra después de esta fecha, en 1951.

### Francisco Franco Salgado Araujo

Secretario militar de su Excelencia, teniente general, es:

Consejero de Papelería Biosca S. A. (antes Coca y Biosca S.A.) (Artes gráficas), de Madrid; Subgobernador 1º del Banco de Crédito Local de España, de Madrid; Consejero de «Monegros S.A.» (Actividades industriales, agrícolas y financieras y en especial las de perforaciones y y prospecciones), de Madrid.

Forma parte del Consejo de Administración del Banco de Crédito Local desde 1958. Los Franco Salgado adquieren también su poder económico después de 1940.

### LOS CUÑADOS o los «Polos»

Entramos en el campo de los cuñados y en su consecuencia en la rama de doña Carmen. Esta parte de la familia la componen:

### Felipe Polo Martínez Valdés

Cuñado de su Excelencia, ocupa un puesto en las Finanzas. Está igualmente unido a las siguientes sociedades:

Es Consejero de Autovehículos S. A., de Madrid; Consejero de la Sociedad General de Ferrocarriles «Vasco-Asturiana», de Madrid; Consejero de la Sociedad Industrial Asturiana «Santa Bárbara» (SIA), de Oviedo.

Forma parte del Consejo de Administración de la Sociedad Industrial «Santa Bárbara» desde 1957. No conocemos la fecha exacta en la que fue nombrado consejero de la Sociedad de Ferrocarriles «Vasco - Asturiana»,

aunque es probable que se sitúe después de 1940. (Nota del traductor: Precisamos que es muy posible sea en 1941 en que hubo ampliación de capital).

### Ramón Serrano Súñer

Casado con Zita Polo Martínez Valdés, ex ministro de Gobernación y de Asuntos Exteriores, es procurador en Cortes, consejero del FET y de las JONS.

Consejero de «Fomento de Obras y Construcciones, S. A.», de Barcelona; Consejero de «Criado y Lorenzo, C.A.», de Zaragoza; Vicepresidente de VASCASA, Inversiones Vasco Canarias, S.A., de Barcelona; Consejero de «La Alquimia, C.A.», de Barcelona; Presidente de la Compañía de Radio Difusión Intercontinental, S.A., de Madrid.

Ramón Serrano Súñer es consejero de la empresa «Fomento de Obras y Construcciones, S. A.», desde 1960 y de «Criado y Lorenzo, C.A.» desde 1964.

Su hijo Ramón Serrano Polo es Consejero de la Compañía de Radio Difusión Intercontinental, S. A.

### Roberto de Guezala Igual

Muerto en 1964. Casado con Isabel Polo Martínez Valdés. Era consejero de la sociedades siguientes, creadas después de 1940:

Consejero de Urbanizadora, Madrid; Consejero de la Compañía Industrial Minero-Astur, S. A. «CIMASA», de Barcelona; Consejero de Hullera de Rioscuro, S. A., de Barcelona; Consejero de la Aurífera del Orbigo, S. A., de Bilbao; Consejero de Nitratos de Castilla, S.A. «NICAS», de Bilbao.

Y es la hora de preguntarnos: ¿es que no está claro que hay que elegir entre España y su corruptor? La complacencia de los generales, que no defienden hoy su honor, les quitará mañana autoridad para servir al país. La pasividad de los Obispos les quitará autoridad para predicar la verdad. La de los hombres de negocios, para seguir aspirando a ejercer una función dirigente. La de los intelectuales, para opinar. El destino de nuestra patria y nuestra dignidad de hombres exige que digamos ¡basta! Porque «ese hombre» es el culpable principal si no único de la espantosa corrupción que lo ha manchado todo: instituciones, personas, ideas, clases sociales enteras, en este país. La codicia y la vanidad de su mujer, la piratería de sus hermanos, la desvergüenza de su yerno, la ambición desahogada de sus consejeros y compinches y su propia cuquería malsana de «carristeros» sin escrúpulos, ha enlodado al país. Franco no tiene ideales.

(Del Documento de la «Comisión Nacional de Responsabilidades».)

Este ejemplo, del que no hay precedentes en la historia, es seguido por la familia y hace bufonadas a la «primera» familia, ferir solamente a ésta, citando algunos hechos y substanciosos negocios en lo

Para ello hemos traducido un folleto francés «Partisans», en su extrao número 1967, dedicado a España. Firma el autor, quien toma sus informaciones de la «primera» familia de la Nación, de Ecos de Sociedad de la Prensa cotidiana «La familia F».

«La familia F» comienza así: «España está al servicio del gran capital y nosotros no creemos que nece

«En la «etapa social» del franquismo de beneficios jamás igualados. El linaje de una enseñanza para nosotros», no figura en ningún Consejo de Administración del Consejo de Ministros, es decir, el Consejo de Administración. Lo que se murmura que hay varios testaferr

### Luis Vareterra Polo

Primo de Carmen Polo y cuñado de Jaime Gómez Acebo, marqués de Deleitosa, todopoderoso Presidente del Consejo de Administración del Banco Español de Crédito. Luis Vereterra se ocupa de las siguientes sociedades:

Consejero de «Hidroeléctrica del Cantábrico», de Oviedo; Consejero de la Sociedad Gene-

En sus frecuentes viajes a Venecia de Villaverde y algunos amigos de la Casa Militar, han constituido un círculo de amigos, como Felipe Polo para su cinismo de perseguir por esta causa. Sobre la implicación en otros asuntos minuciosamente la Comisión.

Lo que no ofrece duda alguna es de la niña —boda que rentó una fortuna que trajese el novio— empezó a hacer un clan, del gang, del consorcio, de marse, en el cual no se sabe dónde para que comience lo Villaverde-Araujo y zascandil del Sanchiz ex del marqués.

Ya empieza por ser más que suficiente del yerno, médico a regañar piensa que este chico desenfadado rentemente, hacer algo rentable por tren de vida que la pareja está por todo lo alto, cacerías y fiestas mucho juego de casino en Biarritz, doneo que arruinaría a Rockefeller profesión que renta con tal de ser caradura tiene a su servicio la prensa, los Congresos Internacionales, los viajes que aspiran cientos de profesiones de aprendizaje y exhibición grandes consagrados. Y ahí está el paso, no desdeña la cobranza sorias médicas de otras tantas entidades sin prestar un solo servicio corporaciones que resolverían el problema de los graduados en paro y con méritos.

Pero todo ese nepotismo «de este pobre país, no es más que. No hace mucho que Villaverde y una porción de millones en las pite para la realización de espectáculos habían declarado ilegales para Franco. Los españoles sueñan en

(Del Documento de la «Comisión Nacional de Responsabilidades».)

Hace unos meses circuló por España una hoja firmada por la «Junta de Depuración Nacional» en la que se denunciaban hechos ciertos y graves que nadie ha podido desmentir. Autor de las fechorías y delitos es un tal Sanchiz, sujeto repulsivo y analfabeto, tío del Marqués de Villaverde, que hace quince años no tenía donde caerse muerto y ahora apalea millones, mueve las influencias más grandes y maneja los negocios más prósperos con la protección de las autoridades. La hoja dejaba entender que el tal Sanchiz tenía que ser el hombre de paja de alguien muy «gordo» para poder tanto. Lo que por miedo no decía era que ese «gordo» no podía ser otro que el propio Jefe del Estado. «¿Hasta cuándo?», era el título de la hoja. Ingenua pregunta. Sabemos que cuando la hoja empezó a circular por los cuartos de Banderas y otros lugares «peligrosos», hubo en El Pardo, entre la «familia ejemplar», un poco de pánico o preocupación. El tiro era certero. Pero algunos días después y en vista de que no pasaba nada y nadie pedía explicaciones, «el español n.º 1», se atrevió a comentar la hoja con algunos de sus compinches-colaboradores despachando el asunto diciendo rabiosillo: «Eso son calumnias». Con su santa y definitiva palabra todo quedó de esta guisa arreglado. Luego la prensa informó que la Dama se hacía acompañar en Jaén por la «señora de Sanchiz». Esto era ya la luz verde para «los trabajos» del esposo cuyo rostro aparecía fotografiado semanas más tarde en la real montería del Pardo.

¿Hasta cuándo?, se pregunta la Junta de Depuración. Pues ya lo sabe: Hasta que Franco desaparezca.

(Del Documento de la «Comisión Nacional de Responsabilidades».)

# FAMILIA "F"

## MUY SUBSTANCIOSOS NEGOCIOS DE EL TRIUNFO DE LA "CRUZADA"

precedente tan escandaloso en numerosa cohorte que rodea, halaga familia. Pero ahora nos vamos a algunos, algunos nada más, de los muchos que anda metida.

un trabajo aparecido en la revista extraordinario de diciembre 1966 - enero a el trabajo Pedro Marcos Santibáñez de estas fuentes: «Anuario Financiero», «El Economista», «3E» y en los cotidianos españoles. Lleva por título,

«Es evidente que la dictadura española. Esto es una afirmación categórica que necesita pruebas». Después, añade:

«El capitalismo alcanza niveles. La familia F es un ejemplo y sus miembros». «El jefe de familia, naturalmente, es el Sr. Francisco Franco, Presidente de la Administración, pero él es Presidente de todos los Presidentes que no impide a las malas lenguas decir que uno de éstos, dicen, es Enri-

que de Ferrocarriles Vasco-Asturiana, Madrid; Vicepresidente de la Sociedad Española de Armas y Municiones, S.A., de Madrid; Consejero de Abonos Sevilla, S.A., de Madrid; Consejero de «Pólvoras y Artificio, S.A.», de Madrid; Consejero de «Unión Española de Explosivos», de Madrid; Consejero de Unión Española del Acido Acético, S.A., «U.E.D.A.S.A.», de Madrid. Como Luis Vereterra Polo es pariente más cercano de la fa-

de Venezuela y EE. UU. los marqués amigos, entre ellos otro marqués que ha depositado depósitos bancarios su jefe, mientras se tenía el caso a otros españoles.

otros negocios «de fama» trabaja

alguna es que después de la boda una fortuna y no por los caudales que se dibujaron la formación del patrimonio de la mafia o como quiera llamarse donde termina lo Franco-Polo, de Argillo, con el apéndice encubierto ex muerto de hambre y padrino

que notable la carrera profesional de los señores. Se sabe que, al menos aparentemente para que pueda explicarse está dispuesta a llevar, con viajes que cuestan 300.000 pesetas, a Biarritz y una regularidad de penitencia. La de cirujano es una de ser un «espada», y el marqués la prensa, la radio, la «tele», los viajes «oficiales» y de estudios profesionales meritorios, las oportunidades con que soñarían los que el «espada» o el «sable» que, en una de una docena larga de empresas de productos farmacéuticos ni aparecer por ellas o de el problema de otros tantos post-graduados y competencia.

«de fachada», sin precedente en que la pantalla de los negocios. de y su tío Sanchiz han invertido en provincias de Murcia y Alicante especulaciones que los Tribunales para otros. Esta es la justicia de en la Justicia.

«Comisión Nacional de Responsabili-

familia Gómez Acebo que de la familia F», no insistiremos más en nuestra investigación.

### Los Martínez Bordiú o los «yernos»

He aquí una familia que ha trepado los escalones de la fortuna de manera rápida y a partir de «un buen casamiento», el de Cristóbal Martínez Bordiú con Carmen Franco Polo, hija de su Excelencia. Este casamiento ha hecho posible la multiplicación de los títulos nobiliarios, así como de algo mucho más práctico.

que Becerril Antón Miralles, agregado financiero en la industria eléctrica.

Doña Carmen Polo de Franco tampoco está mezclada oficialmente en los «affaires», si bien su nombre ha sido asociado muchas veces al de las «Galerías Preciados», al de Banús (el constructor de las grandes barriadas en zona verde) y a otros negocios. En determinados momentos se la pudo considerar como «la eminencia gris» de la familia en lo que concierne a las finanzas. En su tiempo, doña Carmen fue mezclada en el «affaire» de divisas que los grandes capitalistas españoles habían colocado en los bancos suizos, asunto que ha sido completamente enterrado. Ama mucho las intrigas, y ha logrado reunir una importante colección que no le ha costado grandes sacrificios financieros.

«Pero si para el jefe de familia y su mujer no podemos más que avanzar hipótesis, no es lo mismo para el resto de la familia. Sus nombres saltan a la vista en los Consejos de Administración de numerosas sociedades anónimas».

En realidad, la «familia F» —o la «primera» familia— ha tomado toda España como propiedad privada y a los españoles como vasallos. Sin embargo, esa situación no podrá sostenerse. Los españoles perdonan y hasta olvidan muchas cosas, muchas, pero no una: la honra. Y la relajación y la pérdida de la honra en los gobernantes en ocasiones infaustas, levantó a los españoles al grito de «¡Viva España con honra!»

de las grandes propiedades y empresas.

### Cristóbal Martínez Bordiú, marqués de Villaverde

Yerno de Franco, médico y dueño de propiedades agrícolas, es:

Consejero de Empresas y Construcciones, de Madrid; Consejero de Inmobiliaria Hispana, S.A., de Madrid; Consejero de Metalúrgica de Santa Ana, S.A. «M.S.A.», de Madrid; Consejero de Siderúrgica del Norte, S.A. «SINOSA», de Bilbao.

Forma parte del Consejo de Administración de la Sociedad Construcciones y Empresas desde 1961.

### José María Martínez, conde de Argillo

Padre del Marqués de Villaverde y suegro de Carmen Franco Polo, se ha vuelto a convertir en un gran propietario de bienes raíces, y desde el casamiento de su hijo, en un distinguido capitalista:

Presidente del Banco de Madrid, S.A.; Consejero de la Sociedad de Construcciones y Empresas, de Madrid; Consejero de la Sociedad Financiera de Cine, Radio y Televisión, de Madrid; Consejero de Trabajo Metalúrgico a Electro Soldadura, de Madrid; Consejero de Inmobiliaria de Construcción y Empresa, de Madrid; Consejero de «MAPFRE» (Seguros), de Madrid; y Consejero de la Caja de Ahorros de Madrid.

Hay que señalar que su éxito en el terreno financiero, al igual que el de su hijo Cristóbal, ha empezado con el casamiento de éste último. Aunque no conoce-

mos más que su participación en la Sociedad Financiera de Cine, Radio, Televisión, en la «MAPFRE» y en la Caja de Ahorros de Madrid, sabemos que empezó a formar parte del Consejo de Construcciones y Empresas en 1961, y en Trabajos Metalúrgicos a Electro-Soldadura en 1961. Pero, sobre todo, estamos convencidos de que el origen de su riqueza se halla en el «affaire» del Banco de Madrid. Su personalidad permitió que una pequeña banca de Tarragona, la Banca Valls, de un capital de cinco millones de pesetas fuese transferida a Madrid, cambiando de nombre, desarrollando de manera notoria su capital y subiendo en la escala social bancaria en una época en que era prácticamente imposible crear nuevas bancas. El feliz resultado de todas estas maniobras, tras las cuales se hallaba el financiero y capitalista catalán Jaime Castell, actual presidente del banco, permitió la amplia participación del conde de Argillo en el capital de la «nueva» banca, así como su nombramiento como presidente en 1954.

### Andrés Martínez Bordiú, conde de Morata de Jalón

Hermano del marqués de Villaverde. Es el especialista de la familia en el mundo de la alta finanza. Figura en el Consejo de Administración de las siguientes sociedades:

Consejero de «David Brown Engranajes, S.A.», de Madrid; Consejero delegado de «Hispano Americana de Comercio Internacional, S.A.» (HISPA-COMIN), de Madrid; Consejero de Ibérica de Sondes, S.A., de Madrid; Presidente de la S.A. de Canteras de combustión Stien, de Madrid; Consejero de Tecatom, S.A., de Madrid; Presidente de Stein y Roubaix Comercial,

Madrid; Consejero de Epesa, Estudios y Proyectos Eléctricos, S.A. de Madrid; Minas de Herrerías, S.A., de Sevilla; Consejero de la Duro Felguera, de Madrid; Consejero de «H.A.J.A.S.A.» Hierros y Aceros de Jaén S.A., de Madrid; Consejero Secretario de «UNINSA» Unión de Siderúrgicas Asturianas de Oviedo.

Todas las empresas en las que figura Andrés Martínez Bordiú han sido fundadas después de 1950, es decir, la fecha del casamiento de su hermano, exceptuando la Duro Felguera, sociedad de la que es consejero desde 1957. Hay que poner de relieve su función de Consejero-Secretario de la UNINSA, sociedad que va a multiplicar sus poderes después de los acuerdos realizados con la firma Krupp, Ensidesa y después de la firma de la Convención para una Acción Concertada, en virtud de la cual el Estado prestará, con un bajo interés, varios miles de millones de pesetas.

### José María Martínez Bordiú

Barón de Gotorm hermano del marqués, es también:

Consejero de Autonacional S.A., de Barcelona; Secretario del Banco de Madrid, de Madrid.

En resumen, los Martínez Bor-

diú, que no han empezado en los negocios mucho antes del matrimonio de Critóbal, ocupan ahora una fuerte posición. Creemos inútil insistir demasiado sobre las causas de esta transformación. El español utiliza una palabra que, por ser demasiado conocida de todos, será inútil que la pongamos aquí.

### CONCLUSION

1°) La familia Franco no brillaba antes de la guerra por su potencial económico. Solamente la rama de los «Polo» tenían alguna influencia en la región de Asturias.

2°) La fortuna de la familia, y esto no es extraño, ha venido después de la guerra. En general, sus miembros figuran en empresas creadas después de 1940 y los que forman parte de los Consejos de Administración de sociedades creadas antes de 1940, han sido nombrados en ellas en una época bastante reciente, generalmente posterior a 1950. La fortuna de los Martínez Bordiú ha nacido después del matrimonio de Cristóbal con Carmen Polo de Franco.

3°) Franco y su familia pertenecen ahora a una clase típicamente capitalista de grandes propietarios rurales y defienden los intereses de su clase.

PEDRO MARCOS SANTIBÁÑEZ

Se suele afirmar que Franco es un hombre austero y abnegado. Veamos: Franco fue el único General que para «salvar a la Patria» exigió garantías económicas para él, y las obtuvo.

En plena guerra, los periódicos de Argentina y Cuba hablaban de depósitos e inversiones constituidos allí por un Comandante para la familia de Franco. Esta Comisión de responsabilidades está en posesión de la confesión hecha en la intimidad por el citado comandante. Tales acusaciones no se desmintieron jamás porque eran ciertas. Entre tanto, miles y millones de españoles lo entregaban todo: la hacienda y la vida sin pensar en el porvenir ni en la carrera.

Para Franco la guerra y la victoria fueron su gran negocio. Nunca después creyó necesario compartir las estrecheces en que vivían sus súbditos. Se instaló con una pompa y una comodidad que no ha conocido ningún jefe de Estado moderno. Su ridícula guardia mora a lo Enrique IV, sus insultantes caravanas de automóviles, su corte de aduladores, sus cien días de caza al año, el palacete flotante del Azor para pescar atunes y sus largas permanencias en Asturias en busca del salmón.

Mientras los jóvenes militares morían en Iñá, Franco estaba canzando. En plena tragedia de Rivadefago, mientras se buscaban los cadáveres, «la señora» se iba a buscar, acompañada del Ministro de la Gobernación, terrenos en Benidorm, a precios de favor.

Cuando la reciente catástrofe ferroviaria de Grisen, que costó la vida a más de treinta personas horriblemente abrasadas, por culpa de la negligencia y el caos administrativo de este régimen, el mismo día en que eran enterradas, Franco montaba en la Sierra de Córdoba y la Dama con la «Ministra» de Gobernación se iba de tráfico y excursión a San Sebastián. Antes, en los ominosos tiempos de «nuestra decadencia», ese trágico suceso hubiera constituido un «día de luto nacional»; ahora a divertirse. ¡Abajo las penas! y nadie responde. Los pobres, en viejos armatostes que se astillan y arden como yesca, la Dama, en «Breac».

Para Franco, España es una finca de familia. La patria es su carrera. Los Españoles, los forzados que tienen que asegurar un brillante porvenir a sus nietos. Hasta los cabildos de la sucesión están determinados por sus intereses. Subirá al trono el que garantice a la «santa familia» la tranquila posesión de sus depredaciones. Un príncipe convenientemente amaestrado, sobornado y adiestrado en iguales artes.

En un principio la vida de Franco y su familia se desenvolvió en un ambiente de sencillez y corrección. Pero esto duró poco. Pronto incurrió en indelicadezas que decentemente no puede cometer ningún gobernante digno y que en cualquier país civil le descalificarían. Han sido innumerables. Nos limitaremos aquí a hacer una enumeración sin agotar la materia.

El Pazo de Meirás. — La casa de Marbella. — Las joyas. — Las vajillas. — La fundición del oro de medallas y regalos oficiales. — La utilización para fines privados de todos los elementos del Patrimonio nacional. — La participación en toda clase de negocios de su hija y otros testamentos, cínicamente protegidos por el poder. — La protección de todos los fraudulentos: Coca, «Manufacturas Metálicas», «CEPANSA», etc., etc.

(Del Documento de la «Comisión Nacional de Responsabilidades».)

(Del Documento de la «Comisión Nacional de Responsabilidades».)



OPINIONES AJENAS

España : LA CALDERA EN EBULLICION

Este artículo, publicado en la revista "New America" por la periodista americana Fanny Simon, que ha permanecido en España durante siete meses para hacer un estudio de la situación política, y sobre todo sindical, en nuestra patria, ha sido escrito antes de la represión del mes de mayo último. Ciertos detalles y consideraciones del mismo, de no gran monta, merecerían acaso algún comentario nuestro. Nos limitamos hoy, en prueba de la objetividad general del artículo, a publicarlo íntegramente.

La Constitución que el viejo Caudillo de 74 años, el generalísimo Francisco Franco, reveló el 22 de noviembre de 1966, no ha contribuido a aclarar ninguno de los problemas con que se enfrenta España y no ha agradado a nadie, ni a sus partidarios ni, aún menos, a la oposición. Quizás los únicos que no se sientan decepcionados sean el Ejército y el grupo que pretende estar realizando "la obra de Dios", el Opus Dei.

El Opus Dei controla virtualmente toda la economía española. Tiene en sus manos la banca, la mayor parte de las grandes sociedades y muchos de los negocios de exportación e importación. Los Ministerios que tienen relación con los asuntos económicos están también bajo su férula.

El descenso de influencia del Movimiento —el Movimiento es la única fuerza política legal en la nación— significa que el Opus Dei ejercerá más la suya. Pero ni siquiera el Opus Dei puede sentirse completamente feliz con las reformas de Franco. Sabe que el futuro económico de España está ligado a su entrada en el Mercado Común, y que la España del Mercado Común no se va probablemente a forjar hasta que el Gobierno permita unas medidas más significativamente democráticas.

Franco, sin embargo, se niega a conceder a la oposición cualquier posibilidad de actuar legalmente. La precipitación con que la nueva Constitución fue adoptada; la histérica denuncia de toda la oposición —desde los monárquicos constitucionales hasta los liberales, hasta los demócratacristianos, hasta los socialdemócratas— como agentes de Moscú; la censura y la destrucción de 29.000 ejemplares de la revista "Actualidad española" porque en ella se publicaba una entrevista con José María Gil Robles, antiguo primer ministro conservador de la República y ahora uno de los jefes de la democracia cristiana que critica la Constitución, todo eso demuestra que Franco teme aún exponer su régimen a un examen crítico de la democracia.

Los monárquicos, sin ninguna duda, deben sentirse decepcionados. Habían esperado que Franco haría de la monarquía una realidad, España sigue siendo, desde la Ley de Sucesión de 1947 que la restableció, una monarquía sin monarca. Las reformas de la Constitución únicamente dejan entender más claramente a quién corresponderá tomar la decisión; dejan en el aire si quien venga después de Franco debe ser un monarca o un regente. Franco, mientras tanto, tiene la intención de mantenerse en el poder hasta que «la muerte haga su obra», o hasta que él mismo decida renunciarlo, o hasta que el Ejército le desposee de él. Esta última posibilidad es improbable y no sería de desear.

Los más descontentos de todos deben ser los falangistas, cuya filosofía constituye la base del Movimiento; fueron el fermento que produjo la guerra civil, en cuyas batallas lucharon. En realidad, como fuerza política importante, la Falange murió cuando Franco tomó la dirección del Movimiento al comienzo de la guerra civil. Sin embargo, en los veintisiete años de su reinado, no ha osado enterrar el cadáver, hasta que finalmente se ha decidido a hacerlo.

¿Qué significa ello? En lo que afecta al régimen, no mucho. Si todavía hay honestos elementos en la Falange, irán a nutrir las filas de la oposición, probablemente. Recientemente ha habido un éxodo de cierto número de funcionarios de bajo rango de la organización sindical nacional. El Movimiento ha cerrado el año pasado dos centros falangistas a causa de sus actividades. Uno de ellos fue el centro que lleva el

nombre del fundador de la Falange, José Antonio Primo de Rivera; el otro tenía el nombre de un ex comunista que se unió a la Falange al principio de la historia de ésta. Es en él, en este último centro, en donde las Comisiones Obreras de Madrid se reunieron por vez primera y donde planearon cómo llevar a cabo la campaña contra la organización sindical nacional.

La organización sindical nacional sirve como medio para controlar a los trabajadores y la producción. Es una complicada estructura de sindicatos verticales, compuestos de obreros y patronos bajo la égida del Movimiento. El secretario general del Movimiento es también jefe de la Organización sindical nacional. Los representantes sindicales, comenzando por los jurados de empresa y por los enlaces sindicales, son elegidos por un sistema indirecto de voto. Ninguno de los representantes elegidos tiene poder alguno para señalar una línea de conducta a seguir; ese poder reside en los funcionarios designados por el Movimiento.

La Constitución ha introducido dos cambios, uno de los cuales es solamente importante. En él se propone suprimir lo que ha sido considerado por los defensores del Movimiento como el hecho distintivo de esa organización sindical, precisamente contra el que más han obtenido los trabajadores; el de los sindicatos verticales en los que se supone que el trabajador y el patrón viven armoniosamente. El otro cambio omite la disposición en virtud de la cual se requería que todos los líderes de la organización sindical fuesen miembros de la Falange.

Hoy por hoy, nada ha cambiado y no se sabrá en concreto qué forma adoptará la estructura sindical hasta que sea aprobada la ley correspondiente, cosa que no sucederá hasta dentro de seis meses por lo menos. Debido a la forma en que los trabajadores están tomando las cosas en sus propias manos, toda la organización nacional sindical, puede ser ya anticuada por entonces. No obstante, el señor Solís, que dirige la organización sindical nacional, ha indicado que aunque habrá más autonomía en ella, el Gobierno no tiene la menor intención de renunciar a su control.

En cuanto a la omisión de la exigencia de afiliación a la Falange, ya no es de ninguna importancia. En cuanto a los bajos escalones de los representantes elegidos, esa exigencia ha sido inoperante durante mucho tiempo. Al principio, los antecedentes de los candidatos a jurados de empresa y a enlaces sindicales eran cuidadosamente investigados, y cualquiera de ellos que hubiera sido miembro activo de los antiguos sindicatos, o que hubiera tomado parte en la guerra civil al lado de los republicanos, estaba imposibilitado de presentar su candidatura.

Todo ello presentaba escasa importancia para el trabajador medio; no estaba acostumbrado a los sindicatos verticales. Pertenecía a ellos porque era obligatorio. Sabía que no harían nada en su favor y que no le protegerían en el caso de que fuera despedido de su trabajo. En realidad, lo que sabía es que la organización ayudaba al patrón a fijar salarios más bajos y que le daba el poder para establecer la disciplina en las fábricas y las condiciones de trabajo. Por si fuera poco, su jurado de empresa y su enlace sindical no contaban para nada. Poca gente estaba dispuesta a asumir estas responsabilidades puesto que corrían el riesgo de perder sus colocaciones si, de asumirlas, cumplían con su deber defendiendo a los compañeros que los habían elegidos. Si el representante sindical protestaba demasiado, podía suceder que sus credenciales le fueran retiradas y que fuera acusado de propaganda ilegal, y hasta que diera con sus huesos en la cárcel. Muy frecuentemente, nadie deseaba esos puestos y se daba el

caso de que precisamente era el patrón quien designaba a alguien para ocuparlos.

La situación fue diferente en las elecciones que terminaron en enero de 1967. Esta vez hubo intenso interés y el número de los designados y de los votos emitidos fue de alguna importancia. ¿Qué es lo que ha causado este cambio de actitud? La contestación requiere una incursión en la forma de operar del movimiento clandestino.

Uno de los principales objetivos de la guerra civil y del régimen ha sido el de la completa destrucción de las organizaciones políticas y sindicales obreras. El régimen ha llevado a cabo una guerra sin descanso contra los líderes del Partido Socialista y de la organización sindical de orientación socialista, la U.G.T., y contra la anarcosindicalista C. N. T. La organización vasca S. T. V., de orientación católica, que había estrechado sus lazos con la socialista U.G.T., no ha sido tampoco respetada. Una tras otra, seis Comisiones Ejecutivas de la U.G.T. y del P.S.O.E. fueron a parar a la cárcel, condenados sus miembros a penas de cadena perpetua y de 20 y 15 años de prisión. En 1949, toda la Comisión Ejecutiva del Partido Socialista y de la U.G.T. fue detenida.

La consecuencia de este terror fue la de transferir la Comisión Ejecutiva del interior de España a Toulouse, en Francia, en donde la C.N.T., el P.S.O.E. y la U.G.T. habían establecido sus cuarteles generales en el exilio. Las actividades clandestinas fueron esporádicas en el decenio 1950 - 1960. Hubo cierto número de huelgas en 1956, pero éstas fueron más espontáneas que organizadas.

En 1960 hubo algún pequeño grado de liberalización. Los pactos colectivos, extremadamente circunscritos a casos concretos, naturalmente, fueron establecidos por decreto. Una amnistía de ciertos delitos con origen en la guerra civil fue dictada, lo que le permitió volver a España a algunos exiliados. Por supuesto, la amnistía fue tan ficticia como el referéndum, puesto que los líderes exiliados podían ser todavía procesados por toda clase de «delitos» y sus actividades políticas eran más que estrictamente limitadas. La mayor parte de los exiliados políticos se negaron a volver a España en estas condiciones.

Por otra parte, España había emprendido ya la campaña de halago a los turistas, que son una importante fuente de divisas. En este aspecto, esa campaña ha tenido un éxito eminente. La prosperidad derivada del Plan Marshall y del Mercado Común en Francia, Alemania, Suiza y otras naciones de Europa occidental y la penuria de mano de obra en estas naciones sirvió de válvula de escape para la emigración ayudando así a resolver lo que podía haber llegado a ser un grave problema de paro. Las transferencias de salarios de centenares de miles de estos emigrantes fue otra importante fuente de recursos en divisas.

Dos sectores adicionales de la sociedad española se habían desengañado por entonces del régimen de Franco. Los trabajadores católicos organizados en la J. O. C. (Juventud Obrera Católica) y la H.O.A.C. (Hermandad Obrera de Acción Católica) se hicieron más activos en las actividades clandestinas de la clase trabajadora. Organizaron cierto número de grupos sindicales, uno de los cuales se afilió a la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos.

Jóvenes intelectuales y particularmente estudiantes universitarios, nacidos todos ellos después de haber sido instaurada la dictadura, se hicieron igualmente activos. La falta de espacio no nos permite tratar en detalle las heroicas luchas de los estudiantes, que desde 1960 han tenido lugar de manera ininterrumpida, para liberar la organización estudiantil del control del Estado. Esta lucha se asemeja, en muchos aspectos, a la que los tra-

bajadores han estado realizando y que todavía están llevando a cabo.

El acontecimiento más importante tuvo lugar en 1962, en la región minera de Asturias, fortaleza del socialismo, con herencia de militantes. Los mineros de todos los pozos fueron a la huelga y no volvieron a ellos a pesar de las deportaciones, de los encarcelamientos, de las amenazas y de las intimidaciones, hasta que sus peticiones fueron satisfechas. Esta huelga, que naturalmente era ilegal, constituyó en cierta forma un punto cambiante en las actividades clandestinas, mejor planeadas y organizadas. Poco después, la U.G.T., la C.N.T. y la S.T.V. organizaban en Toulouse la Alianza Sindical Española, A.S.E., y apremiaban a sus afiliados del interior de España a coordinar sus actividades.

En 1963, los metalúrgicos de Barcelona, en otros tiempos el punto fuerte de la C.N.T., pedían la ayuda moral y económica de la Federación Internacional en su lucha por conseguir convenios colectivos más favorables. La lucha de los metalúrgicos iba a tener dos importantes resultados. Por primera vez se destacaba lo que hoy parece estar espoleando las revueltas de los trabajadores contra la organización sindical nacional, especialmente en Madrid.

Se creó una nueva alianza sindical, la A.S.O., que fue considerada por la anterior alianza, la A.S.E., como una maniobra escisionista, dado que los fundadores de la A.S.O. fueron miembros del Partido Socialista o de la C.N.T.

Los jefes de la A.S.O. justificaban su organización alegando que la A.S.E. solamente existía en el exilio y no era activa. Sostenían, además, que los exiliados no estaban a tono con los cambios que habían tenido lugar en España desde que terminó la guerra civil. Insistían en que lo que los trabajadores de España necesitaban era liberarse del yugo de los sindicatos oficiales y constituir una central sindical libre de luchas ideológicas y libre de todo partido político, así como también del Gobierno. Además, las decisiones deberían ser tomadas dentro y no fuera de España.

La A.S.O. tuvo algún éxito al principio. Su única federación hizo una llamada a muchos jóvenes trabajadores que no deseaban presenciar las luchas entre sindicatos que habían caracterizado el cuadro sindical de antes de la guerra civil. La A.S.O. saltó de Barcelona a otras ciudades en donde trató de fundar grupos y de unir estos grupos en federaciones de industria, estableciendo una estructura paralela a la oficial.

A pesar de sus tempranos éxitos, la A.S.O., por la razón que fuere, fracasó. Puede haber sido porque algunos muy importantes líderes de la C.N.T. que se habían unido a la A.S.O., o que habían colaborado con ella, se decidieron a entablar un diálogo con los líderes de la organización sindical oficial con la esperanza de que éstos podían ser democratizados. Pidieron la separación de los patronos en los sindicatos obreros, el derecho a la huelga y la elección de todos los funcionarios, con independencia del Movimiento. La A.S.O. puede haber fracasado también porque los dirigentes en Madrid no eran obreros, sino abogados. Aunque los fundadores de la A.S.O. han dado, como una de las razones de su descontento con la A.S.E., la del control ejercido desde el exterior, ellos mismos establecieron su cuartel general en Perpignan. Cuando en julio último hablé con algunos de la A.S.O. en Barcelona, oí la misma queja acerca del control del exterior.

Al mismo tiempo que el papel de la A.S.O. bajaba, subía el de las Comisiones. En 1966, cuando yo estaba en Madrid, gracias a la Ley de Prensa podían leerse más noticias en los periódicos acerca de la inquietud obrera y estudiantil. No pasaba un solo día, en abril y mayo, sin que apa-

reciera algún artículo sobre las Comisiones. Había noticias también de huelgas en Bilbao que no eran obra de las Comisiones, sino de los afiliados de la U.G.T. y de la S.T.V. Dado que Madrid es el centro de la prensa extranjera, lo que sucede en Madrid merece más atención que lo que sucede en cualquier otra parte. Sin embargo, no había duda de que las Comisiones, que en su mayor parte estaban constituidas de Enlaces sindicales y de Jurados de empresa, estaban extendiendo sus actividades fuera de los canales regulares de la organización sindical y eran, por lo tanto ilegales.

Una Comisión central, formada por representantes de diferentes sindicatos, fue constituida en marzo y se reunió durante algún tiempo hasta que fue expulsada de él, en el Centro falangista Manuel Mateo. Dos afiliados de Falange, uno de Acción Católica y un comunista componían la Comisión. El 28 de junio, la Comisión proyectó ir acompañada de trabajadores para visitar al ministro del Trabajo, con objeto de entregar a éste una carta con sus peticiones, la más importante de las cuales era una subida del salario mínimo. Yo debería subrayar que las Comisiones surgieron para plantear peticiones específicamente sindicales. Este ha sido su mayor atractivo.

Para volver a la manifestación proyectada para el 28 de junio, los organizadores tuvieron buen cuidado de no llamarla así. Insistieron en que únicamente pedían que les acompañaran trabajadores para entregar una carta. La policía de la brigada Social no se dejó engañar. Pocos días antes de la fecha proyectada, se advirtió a los trabajadores que serían detenidos si tomaban parte en la manifestación.

Si no hubiera sido testigo de ello, no podría haber imaginado nunca tal despliegue de fuerzas. Había al menos cinco mil miembros de todos los servicios de policía. Los había vestidos de civil, motorizados y policía armada a pie y montada. Se alineaban en un kilómetro cuadrado, al menos, alrededor del Ministerio y no estaban dispuestos a permitir una manifestación organizada. Los coches celulares se hallaban preparados. Me había estado haciendo la remolona durante unos segundos cerca del Ministerio y se me dijo que siguiera mi camino. Si no lo hubiera hecho, yo podría haber sido una de las ochenta y tantas personas detenidas. Excepto cuatro de los líderes de la Comisión, todos los demás fueron detenidos y puestos luego en libertad. Los cuatro líderes permanecieron encarcelados durante trece días y luego libertados para comparecer después en el proceso ante el Tribunal de Orden Público.

Hasta ahora no he mencionado a los comunistas. Como los socialistas y los anarquistas, los comunistas comenzaron las actividades clandestinas inmediatamente después de la guerra civil. Estaban mejor equipados para hacerlo porque tenían más dinero y una estación emisora de radio («España Independiente») que radiaba desde Praga y que muchos españoles oían. Además, por si era poco, el régimen también les ayudaba llamando comunista a todo el que protestaba.

A pesar de todo esto, la Oposición Sindical no prosperó. Hicieron importantes incursiones entre los intelectuales, la prensa y algunos estudiantes. Vieron en las Comisiones un vehículo perfecto para sus actividades y las han empujado a fondo. Las Comisiones no son, por supuesto, comunistas, pero hay indicaciones de que los comunistas las dominan.

Hay quien dice que, si los comunistas dominan las Comisiones, la censura debería dirigirse a los socialistas. Los socialistas y sus aliados en la A.S.E. han insistido en que no debe haber relaciones con los sindicatos oficiales, absteniéndose en las últimas elecciones sindicales. Esta política de abstención y la negativa a tomar la dirección de las Comisiones es lo que ha hecho posible que los comunistas se apoderen de ellas.

Es claro que la abstención en las elecciones no tuvo un gran éxito en Madrid, en donde un buen porcentaje de trabajadores votó y en donde los elegidos co-

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en français, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.  
Georges BRUTELLE  
Secrétaire général adjoint de la S. F. I. O.

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituir, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.  
Georges BRUTELLE  
Secretario general adjunto de la S. F. I. O.

## Carta abierta al Cardenal Primado

Emmo. Sr. Don Enrique Plá y Daniel :

Usted es de esos hombres admirables, prototipo del genuino católico ibérico, de sólidas convicciones, que jamás se retractan. ¡Y qué convicciones más sólidas y nobles profesa usted! Tengo ante mí la «Exhortación de los Metropolitanos españoles a los fieles para conservar íntegramente la fe católica», con fecha del 28 de mayo de 1948 y que va firmada por usted. Toda ella no tiene desperdicio y siento no poder reproducirla en su totalidad, por falta de espacio, para que las generaciones nuevas puedan admirar su idealismo. Pero creo que, de todas maneras, unos pocos párrafos son suficientes para dar idea de su contenido:

«Sólo la Iglesia Católica, como única verdadera, tiene pleno derecho a la libertad de culto». «Es falsa la libertad de cultos en los particulares, entendida en el sentido de que esté del todo en mano de cada uno el profesar la religión que más le acomode o el no profesar ninguna». «Todo aquello que directamente y en la exterioridad de la vía pública sea contrario a la religión católica, apostólica, romana, debe proibirse, bien se ejecute por actos personales, por emblemas, letreros, anuncios y otros signos». «Es para maravillarse que haya católicos fuera de España que impugnen para ella la unidad católica y sostengan doctrinas que son del todo incompatibles con el «Syllabus» de Pío IX, como con la encíclica «Libertas» de León XIII». «Guardémonos los católicos españoles de criticar a nuestros hermanos que viven en minoría en algunos Estados y naciones porque se amparan bajo la bandera de la libertad. Pero jamás nos lleve ello a conceder en tesis los mismos derechos al error que a la verdad, y guardéndonos los católicos de cualquier país, si quieren ser verdaderamente tales, si quieren ser fieles a las enseñanzas pontificias de mojar a los católicos españoles o de cualquier otro país, que tenga la gran fortuna de conservar la unidad católica, de intransigentes y de retrogradados por defender dicha unidad católica. ¿Es posible tener fe en la Iglesia Católica sin desear como ideal para toda nación y para todo Estado el de la «Unidad católica»? «...de la tolerancia del culto privado disidente fue inserta en el artículo sexto del «Fuero de los Españoles» en vista de los extranjeros residentes en España y ante las exposiciones de alguna potencia extranjera no católica...» (O sea, que los españoles no tenemos derecho,

ni en privado, a ser otra cosa que católicos).

Pero quizá en donde sus altos ideales y nobles pensamientos alcanzan el máximo de originalidad es en su trascendental «Discurso a los Alféreces Provisionales de nuestra Guerra de Liberación» (30.6.1958). Leo con atención: «La Iglesia no hubiera benedecido un mero pronunciamiento militar ni un bando de una guerra civil, bendijo, sí, una Cruzada». «La guerra que siempre causa muchos males, sólo es justa cuando es necesaria...». «La Iglesia enseña a dar al César lo que es del César y a Dios lo que es de Dios. Y en su consecuencia proclama la sumisión y obediencia a los poderes legítimamente constituidos. (Creo, querido Plá, que olvidó usted puntualizar que tal proclama de sumisión solamente es válida cuando la Iglesia es la que tiene los «poderes»), pero a la vez enseña que no son los pueblos para las autoridades, sino la autoridad para el pueblo, para el bien común, para la sociedad». (¿Qué mal han asimilado esta enseñanza los cruzados? ¡Verdad, admirado cardenal?)

Usted, de haber pasado a mejor vida hace unos pocos años, hubiese muerto tranquilo. Pero ahora, después de ese demónico Concilio, que le ha dado la vuelta a todo lo que usted ha dicho durante más de un cuarto de siglo...

Si es que claro está, se ha enterado usted de las consignas conciliares. Lea lo que dice el Concilio por boca del cardenal Bea: «Las dolorosas guerras de religión fueron la consecuencia de un amor a la verdad falsamente entendido, puesto que se intentó, en nombre de la verdad, imponer por la fuerza a otros hombres determinadas convicciones, olvidando con ello un hecho no menos fundamental, a saber, la libertad humana. Esta libertad supone el derecho del ser humano a decidir libremente su propio destino, según los dictados de su conciencia. A aquellos que pretenden oponerse a esta libertad, aduciendo que el error no tiene derecho a la existencia (¿cómo fulmina esto sus sofismas, querido Plá!) baste con responderles que el error es algo abstracto, y, por consiguiente, no es sujeto de derecho, mientras que el hombre es un sujeto de derecho, incluso cuando él, inevitablemente, se equivoca, sin poder corregirse a sí mismo. El hombre tiene, por consiguiente, el derecho y la obligación de seguir su conciencia, y, por lo tanto, también el derecho a que su independencia de criterio sea reconocida y respetada por todos».

Y a un buen católico como usted, en la patriótica línea de aquel duque de Alba que dijo «Mucho más vale conservar por medio de la guerra para Dios y para el rey un reino empobrecido y hasta arruinado, que sin ella mantenerlo íntegro para el demonio y para los herejes sus satélites», le ha tenido que sentar como un tiro la «Pacem in Terris», encíclica en la que, a partir de la liberación humana, se hace una defensa del derecho que tiene todo hombre a buscar la verdad y a exponer su criterio en paz, condenando las intransigencias, fanatismos y la falta de tolerancia.

Y también tiene que parecerle una barbaridad esto del cardenal Caridj: «La confianza entre los hombres es condición necesaria para la construcción de un mundo más humano; y la confianza no es posible sin la libertad religiosa».

Y esto otro, tomado del esquema sobre libertad religiosa aprobado por el Concilio: «Pero debe ser excluida del anuncio de la verdad toda coacción directa o indirecta, ya que, según la norma tradicional de la Iglesia, basada sobre la misma naturaleza del acto de fe, la adhesión a la fe debe ser plenamente libre».

Ya sé que usted, respetado Don — como sus metropolitanos — se tragará sin metopoclas todas estas herejías y seguirá riéndose de los peces de colores. Y más con la moral que le da a usted el ver que le ha salido un imitador de la categoría del cardenal Spellman, que nos quiere hacer creer que lo del Vietnam es también una cruzada.

Pero tiene que resultarle muy doloroso el pensar que si se aplicasen los principios conciliares con efectos retroactivos, habría que «deshacer», anular la Cruzada española. Y que si usted adoptase con sinceridad el sentido de la «Populorum progressio» de Paulo VI, especialmente cuando acepta la revolución en caso de «tiranía evidente y prolongada que atentase gravemente a los derechos fundamentales de la persona y damnificase peligrosamente el bien común del país», usted, amigo Prima-

(Pasa a la pág. 6.)

## Après l'entrevue Johnson-Kossyguine

Les dix heures de conversation entre Kossyguine et Johnson n'ont abouti à rien, ni sur la politique du Proche-Orient, ni sur le conflit du Vietnam, ni même sur le traité de non-prolifération des armes nucléaires, car rien de concret n'a été décidé concernant le contenu de ce traité qui, après l'explosion de la première bombe « H » chinoise, a considérablement perdu de son importance.

L'Assemblée générale des Nations Unies continue de siéger, mais les chefs de gouvernement et les ministres des Affaires étrangères rentrent chez eux et laissent quelques bavards à l'Assemblée pour ressasser leurs arguments.

Quelques Etats recherchent un compromis entre les deux textes extrêmes des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. Mais il est probable que l'Assemblée n'aboutira à aucune majorité ou votera un texte n'abordant pas le fond du conflit.

En attendant que chacun ait pu s'exhiber à la tribune de l'ONU, les Etats arabes et Israël prennent des mesures qui sont loin d'être apaisantes. Le Parlement israélien a hâtivement procédé à la réunification de la ville de Jérusalem sous la souveraineté de l'Etat juif, malgré les mises en garde de la France, de la Grande-Bretagne, du Vatican et naturellement des pays de l'Est et des Arabes. Le Gouvernement américain a aussitôt protesté contre cet acte unilatéral pendant l'Assemblée générale de l'ONU, acte qui rend un règlement pacifique plus difficile.

Au Caire, la visite du président de l'U.R.S.S., Podgorny, accompagné du chef de l'état-major et de nouveaux experts militaires soviétiques a eu pour conséquence une large épuration de l'armée égyptienne et le limogeage de centaines d'officiers supérieurs.

Ces conditions étant remplies, l'U.R.S.S. se hâte de livrer à l'armée égyptienne de grandes quantités d'armes modernes pour remplacer celles qui furent conquises ou détruites par l'armée israélienne. Toutes les mesures prises par l'Egypte indiquer

qu'une guerre de revanche se prépare hâtivement avec l'aide de l'U.R.S.S. Aucun des Etats arabes n'a répondu à l'offre d'Israël de traiter des conditions de paix et le président irakien maintient les buts arabes proclamés au début du conflit, l'anéantissement d'Israël, le refus de lui permettre d'utiliser librement le golfe d'Akaba et le canal de Suez, etc. Nasser fait un chantage concernant le canal de Suez qui restera bloqué tant que l'armée d'Israël en occupera la zone orientale.

A l'Assemblée générale de l'ONU, l'U.R.S.S. entend condamner Israël, elle vient même de légitimer le blocus du golfe d'Akaba par Nasser, alors qu'elle ne l'avait pas admis jusqu'à présent. Les conversations du Caire ont donc abouti à un soutien inconditionnel de la politique arabe.

Dans ces conditions, le retrait des troupes israéliennes sur la ligne de démarcation de l'armistice de 1949 ne signifie rien d'autre que de créer les conditions stratégiques favorables à une guerre de revanche des Etats arabes. Le projet de résolution des quinze non-engagés groupés par la Yougoslavie n'affaiblit celui de l'U.R.S.S. que sur un point : la condamnation d'Israël. Le reste de la résolution se confond avec le projet soviétique de retrait inconditionnel des troupes sur la ligne d'armistice de 1949 qu'il ne faut pas confondre avec les frontières d'Israël telles qu'elles existaient à la veille du conflit actuel. C'est vouloir annuler d'un coup les défaites de 1956 et de 1967 !

Je pense que devant le réarmement rapide et la réorganisation de l'armée égyptienne, épaulée par des experts militaires soviétiques et les déclarations menaçantes du chef de l'Irak, Israël ne peut retirer ses troupes d'occupation que sous certaines garanties, celle d'un traité de paix avec les Etats arabes, fixant définitivement les frontières d'Israël.

Si l'Assemblée générale des Nations Unies réclamait d'Israël le retrait de ses troupes sans

(Pasa a la pág. 2.)

## Sobre la Ley de libertad religiosa

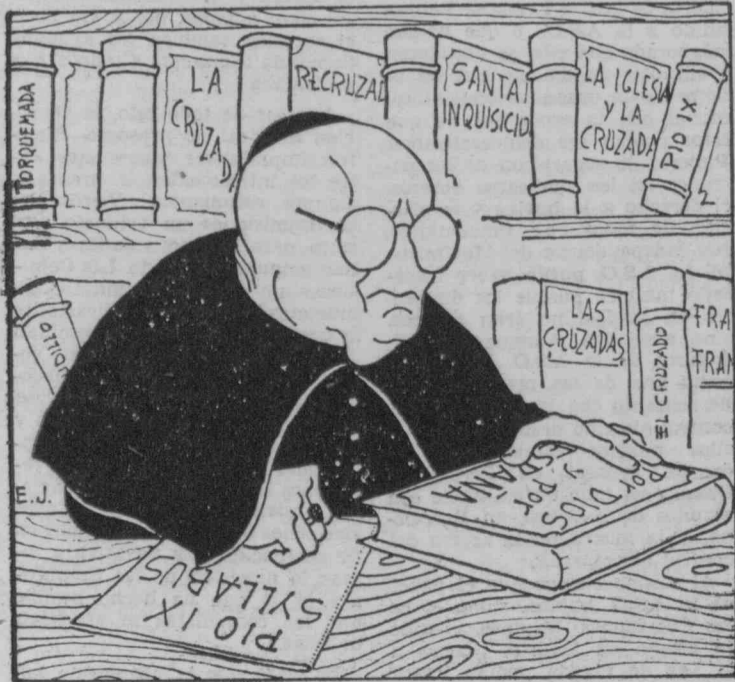
En «ABC» apareció un suelto mostrando extrañeza de que determinadas personas no hubiesen expuesto su opinión respecto del proyecto de Ley sobre libertad religiosa. Una de las personas aludidas era el profesor Aranguren. Reproducimos lo que éste ha respondido :

Lo primero que debo manifestar es mi sorpresa por el hecho de que, por una parte, se me invite públicamente a hablar y, por otra se me haya privado de una Cátedra desde la que diariamente hablaba y hasta, como me acaba de ocurrir, se me prohiban las conferencias. Supongo que se trata de la paradoja de las distancias: distancia entre el «país oficial» y el «país real», distancia entre las Cortes y la Nación, distancia entre el Régimen y el Concilio Vaticano II. Esta última distancia es la que nos importa ahora. Como consecuencia del Concilio Vaticano I y de su declaración del dogma de la Infallibilidad, algunos hasta entonces católicos —entre ellos el famoso teólogo Dollinger— se separaron de la Iglesia y prefirieron considerarse «católicos antiguos» o, como diríamos hoy, «preconciliares». A mi juicio gran parte del debate en no

considerado objetivamente, es decir, sin entrar en las intenciones personales, ha consistido en el enfrentamiento de dos posiciones: un « oportunismo » que trata de fingir una conformidad con el Concilio y un «integrista» que rechaza toda inspiración conciliar. Políticamente es más hábil la primera posición. A mil leguas de ambas, a mí me es menos antipática, por relativamente franca, la segunda. Por otra parte, el planteamiento del problema de la significación actual del catolicismo histórico español, fundamentalmente contrarreformador es, a la luz de la orientación postconciliar, ineludible, aunque naturalmente no corresponde a unas Cortes resolverlo. Algo de ello es lo que yo traté en mi artículo «El porvenir del catolicismo español», incluido en el libro «La Juventud europea y otros ensayos».

Para mí lo más impresionante de todo este asunto ha sido el contraste entre el encendido fervor teológico verbal de los representantes en Cortes y el país real, especialmente en su juventud, cada vez más desentendida de las cuestiones religiosas. ¿Es que esos Procuradores en Cortes desconocen la realidad actual?

José Luis L. ARANGUREN.



PLA : Sí, sí, claro que soy defensor de la libertad religiosa... tras el telón de acero.